



Rapport Financier Semestriel
30 juin 2021

SOMMAIRE

I. Attestation du responsable.....	3
II. Rapport semestriel d'activité.....	4
1. Evénements importants survenus au premier semestre 2021	
2. Activité et situation du Groupe au 30 juin 2021	
3. Autres informations	
Rapport d'examen limité du commissaire aux comptes sur les comptes intermédiaires consolidés	
III. Comptes consolidés semestriels au 30 juin 2021.....	18
- Comptes de résultat consolidés aux 30 juin 2021, 30 juin 2020 et 31 décembre 2020	
- Situations financières consolidées aux 30 juin 2021 et 31 décembre 2020	
- Etats du résultat global aux 30 juin 2021, 30 juin 2020 et 31 décembre 2020	
- Variations des capitaux propres aux 30 juin 2021, 31 décembre 2020 et 30 juin 2020	
- Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 30 juin 2021, 31 décembre 2020 et 30 juin 2020	
1. Informations sur la Société et le Groupe	
2. Evénements significatifs de la période	
3. Présentation et base de préparation des états financiers	
4. Principes, règles et méthodes comptables	
5. Recours à des estimations	
6. Périmètre de consolidation	
7. Notes sur le compte de résultat consolidé	
8. Notes sur l'état de la situation financière	
9. Autres informations	

StreamWIDE
Société Anonyme au capital de 305.329,80 Euros
Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS

434 188 660 RCS PARIS

(La "Société")

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés du premier semestre 2021 figurant au chapitre III du présent rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe STREAMWIDE, et que le rapport semestriel d'activité figurant au chapitre II du présent rapport financier semestriel présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour le premier semestre 2021.

Fait à Paris, le 29 octobre 2021

Pascal BEGLIN
Président Directeur Général

StreamWIDE
Société anonyme au capital de 305.329,80 Euros
Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS

434 188 660 RCS PARIS

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE
30 JUIN 2021

Lors de sa réunion en date du 16 septembre 2021, le conseil d'administration a examiné les comptes consolidés intermédiaires du Groupe STREAMWIDE ("le Groupe"), pour la période de 6 mois close le 30 juin 2021. Les comptes qui vous sont présentés ont été établis dans le respect des dispositions du plan comptable et des règles comptables applicables en France, et en observant les principes de prudence et de sincérité.

1. Evénements importants survenus au premier semestre 2021, progrès réalisés ou difficultés rencontrées, activités au sein du Groupe au premier semestre 2021

1.1 Evénements importants survenus au premier semestre 2021

o *Augmentation des revenus semestriels 2021*

Les revenus semestriels sont de 7,9 M€ (+1,3 M€) et progressent de +20% par rapport au premier semestre 2020.

Les nouvelles plateformes de communications critiques **team on mission** et **team on the run**, dont les revenus semestriels augmentent de 1,4 M€ (+35%) au premier semestre 2021, représentent maintenant près de 69% (+8 points par rapport à 2020) des revenus totaux du Groupe. Cette croissance s'explique principalement par les effets continus du partenariat avec la division Secure Land Communications (SLC) d'Airbus Defence and Space, par de nouveaux marchés et projets auprès d'administrations et de sociétés privées françaises, remportés ou déployés en 2021, et par le déploiement et la massification du projet PCSTORM.

o *Augmentation des résultats semestriels 2021*

Le Résultat Opérationnel Courant avant amortissements (EBITDA) progresse de 0,7 M€ par rapport au 30 juin 2020 (+20%).

Le Résultat Opérationnel Courant (EBIT) augmente quant à lui de +0,4 M€ (+25% par rapport au 30 juin 2020).

Le Résultat Net est de 1,9 M€, en progression de +0,1 M€ par rapport au 30 juin 2020 (+6%)

o *Nombreuses embauches effectuées au cours du premier semestre 2021, notamment en France et en Tunisie.*

Afin de renforcer ces équipes techniques (développement, delivery et support), le Groupe a investi de façon significative dans les recrutements, notamment en France, au cours du premier semestre 2021.

L'effectif du Groupe, au 30 juin 2021, est de 200 personnes, soit + 22 personnes par rapport à fin juin 2020 et + 14 personnes par rapport à fin décembre 2020. De nombreuses embauches sont également programmées pour le second semestre 2021.

- o *Augmentation du capital social de la Société*

Au cours du premier semestre 2021, de nombreux BSA ont été exercés au prix de 14 € (1.927.500 BSA 2 et 315.000 BSA 3) pour une parité de 15 BSA pour 1 nouvelle action. L'évolution du cours de bourse depuis l'été 2020, ainsi que la date d'échéance du 1^{er} juillet 2021, expliquent ces exercices, qui ont conduit à constater une augmentation de capital de 135.599 nouvelles actions, de valeur nominale de 0,1 € chacune.

Le capital social de la Société a ainsi été augmenté de 13.559,9 € et une prime d'émission de 1.884.826,1 € a également été constatée.

1.2 Progrès réalisés ou difficultés rencontrées au sein du Groupe au premier semestre 2021

Nouvelles solutions et marchés porteurs

Les revenus du second semestre sont bien orientés. Avec une croissance qui devrait ressortir légèrement inférieure à celle constatée au premier semestre 2021 (effet de base historiquement plus important au second semestre), l'exercice 2021 sera donc de nouveau marqué par une croissance importante des revenus et des résultats opérationnels. Les taux de rentabilités opérationnelles devraient ressortir proches de ceux réalisés en 2020.

La capacité d'autofinancement du Groupe est largement positive et couvre les investissements réalisés dans les nouvelles solutions de communications critiques **team on mission** et **team on the run**. Ces développements (suite complète d'outils collaboratifs, TAS, SDK, API, provisioning, FSM et nouvelles fonctionnalités opérationnelles), intégrés dans des architectures techniques sécurisées et souveraines, sont de réels différenciants par rapport aux autres solutions "grand public" existantes, ouvrant ainsi au Groupe d'importantes opportunités commerciales.

Croissance et renforcement des équipes

Le renforcement des équipes, notamment en France, engagé depuis le début de l'année 2021, devrait se poursuivre au second semestre de l'exercice, pour permettre au Groupe de faire face aux prochaines échéances commerciales importantes.

La structure financière solide du Groupe lui permet d'accompagner la croissance en renforçant ses équipes techniques et support. Une cinquantaine de postes sont ouverts au travers des filiales française, roumaine et tunisienne du Groupe. Cette progression des effectifs reste contrôlée et l'effet temps induit permet au Groupe de continuer à maîtriser sa rentabilité future.

1.3 Evolution de l'activité du Groupe au premier semestre 2021

Evolution du chiffre d'affaires

Poursuite du fort développement des nouvelles solutions : les nouvelles plateformes de communications critiques **team on mission** et **team on the run**, dont les revenus semestriels augmentent de 1,4 M€ (+35%) au premier semestre 2021, représentent maintenant près de 69% (+8 points par rapport à 2020) des revenus totaux du Groupe.

Cette croissance s'explique principalement par les effets continus du partenariat avec la division Secure Land Communications (SLC) d'Airbus Defence and Space, par de nouveaux marchés et projets auprès d'administrations et de sociétés privées françaises, remportés ou déployés en 2021, et par le déploiement et la massification du projet PCSTORM.

En effet, une commande significative de nouvelles licences utilisateurs PCSTORM a été enregistrée au cours du premier semestre 2021, pour accompagner le déploiement et la mise à l'échelle du projet.

À noter également l'attribution d'un nouveau marché par un ministère français dont les premières commandes avaient été reçues fin 2020, impactant ainsi les revenus du premier semestre 2021.

Concernant le détail des revenus de l'activité "plateformes" de 5,4 M€ au 30 juin 2021, les revenus résultant des licences (3,5 M€) et des flux de maintenance (0,2 M€) augmentent respectivement de 1,6 M€ (+84%) et de 0,2 M€ (x3, suite à la mise en production de différentes plateformes sur la période). Les services (1,6 M€) diminuent quant à eux de 0,4 M€ au cours du premier semestre 2021, suite aux différentes phases opérationnelles des projets concernés (tests et intégration depuis 2018, puis déploiement utilisateurs à compter de 2021).

Bonne résistance de l'activité "legacy" : l'activité historique "legacy" (solutions pour opérateurs télécom) est quasi stable au premier semestre 2021 (-0,1 M€) et représente encore 31% des revenus semestriels (2,5 M€). Les ventes de licences, par nature non récurrentes, progressent de 0,2 M€ sur la période et ressortent à 0,7 M€ au 30 juin 2021, suite à des extensions de bases installées et à un nouveau marché gagné aux États-Unis. Les services "legacy" (0,3 M€) diminuent de 0,4 M€ au cours du premier semestre 2021, suite à la finalisation d'un projet avec un opérateur français entamé au premier semestre 2020. Les flux récurrents de maintenance (1,4 M€) restent quant à eux stables par rapport au premier semestre 2020.

Evolution des résultats

L'augmentation des revenus semestriels 2021 (+1,3 M€), issue de celle des nouvelles solutions professionnelles de communications critiques (+1,4 M€ en progression de 35% et représentant maintenant près de 70% des revenus semestriels du Groupe), impacte directement et positivement le résultat opérationnel courant avant amortissements (4,3 M€), en progression de +0,7 M€ (+20%) par rapport au 30 juin 2020.

Hors amortissements et après retraitement IFRS 16 des coûts locatifs (-0,3 M€ contre -0,3 M€ au premier semestre 2020), les coûts opérationnels ressortent à 3,5 M€ contre 2,9 M€ au premier semestre 2020. Cette augmentation de 0,6 M€ provient essentiellement de celle de la masse salariale "nette" (+0,7 M€), après activation des frais de développement, et de la diminution des charges externes (-0,1 M€). Avant activation des frais de personnels liés aux développements produits (2,4 M€ contre 2,2 M€ au 30 juin 2020), la masse salariale semestrielle (5,3 M€) est en hausse de 0,9 M€, suite (i) à la progression importante des effectifs au 30 juin 2021 (200 personnes) par rapport au 30 juin 2020 (178 personnes) et au 31 décembre 2020 (186 personnes) (ii) aux augmentations accordées fin 2020 (+0,2 M€) et (iii) aux commissions commerciales en hausse (+0,3 M€). Le renforcement des équipes permettra au Groupe d'accompagner et de soutenir la croissance actuelle et future, de conserver son avance technologique et de répondre au mieux aux nombreux projets en cours. Structurellement, la masse salariale "nette" du Groupe reste maîtrisée et devrait continuer à représenter +/- 35% des revenus de période.

Après amortissements (2,1 M€ dont 1,6 M€ au titre des frais de développement), le résultat opérationnel courant ressort à 2,3 M€, en progression de +0,4 M€ (+25%) et représente 29% des revenus semestriels, contre 28% fin juin 2020.

Après prise en compte d'un résultat financier positif (100 K€, suite à l'évolution positive du taux de change USD/€ au cours du semestre) et d'un résultat fiscal négatif (-500 K€, suite à l'imposition différée passive des frais de développement activés, nette des reports déficitaires encore disponibles), le résultat net ressort positif à 1,9 M€, en augmentation de 0,1 M€ par rapport au premier semestre 2020 (+6%).

2. Activité et situation du Groupe au 30 juin 2021

2.1 Présentation des comptes consolidés

Le périmètre de consolidation du Groupe au 30 juin 2021 se compose de la Société, de sa filiale française StreamWIDE France SAS et des 5 autres filiales étrangères suivantes :

- StreamWIDE Romania, société de droit roumain contrôlée à 100% ;
- StreamWIDE Inc, société de droit américain contrôlée à 100% ;
- Beijing StreamWIDE Technology, société de droit chinois contrôlée à 100% ;
- StreamWIDE Tunisia Sarl, société de droit tunisien contrôlée à 100% ;
- StreamWIDE PTE Ltd, société de droit singapourien contrôlée à 100%.

L'activité du Groupe au premier semestre 2021 se caractérise par un chiffre d'affaires (CA) en augmentation de 20%, un résultat opérationnel courant positif (+2,3 M€) en nette progression (+0,4 M€) et un résultat net, après prise en compte des impacts financiers et fiscaux, bénéficiaire de +1,9 M€, en progression de 6% par rapport au premier semestre 2020.

Les principales données consolidées au titre du premier semestre 2021 sont les suivantes :

en K€	HY 2021	%CA	HY 2020	%CA	Var. (K€)	Var. (%)
Chiffre d'Affaires "Plateformes"	5 396	69%	4 002	61%	1 394	35%
Chiffre d'Affaires "Legacy"	2 461	31%	2 558	39%	-97	-4%
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	7 857		6 560		1 297	20%
Charges de Personnel	-2 885	37%	-2 196	33%	-689	31%
Charges Externes	-984	13%	-1 080	16%	96	-9%
Autres Charges / Produits	344	-4%	333	-5%	11	3%
TOTAL CHARGES avant amortissements	-3 526		-2 943		-583	20%
ROC avant amortissements (*)	4 331	55%	3 617	55%	714	20%
Dotations Amortissements et Dépréciations	-2 079		-1 808		-271	15%
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT (*)	2 252	29%	1 809	28%	443	25%
Autres Charges / Produits opérationnels	3		-		3	
Charges / Produits financiers	100		-50		150	
Charges / Produits d'impôts	-500		-14		-486	
RESULTAT NET	1 856	24%	1 745	27%	110	6%

(*) Le résultat opérationnel courant avant amortissements (ROC avant amortissements) correspond à la différence entre les produits et les charges d'exploitation, avant amortissements et dépréciations des immobilisations (EBITDA). Le résultat opérationnel courant (ROC) tient compte de ces amortissements et dépréciations (EBIT).

Le résultat opérationnel courant ressort bénéficiaire à +2,3 M€ au titre du premier semestre 2021 (+0,4 M€). Il s'établissait à 1,8 M€ au 30 juin 2020 (+25%). Retraité de l'impact des amortissements de période (2,1 M€ contre 1,8 M€ au 30 juin 2020, dont respectivement 1,6 M€ et 1,4 M€ au titre des amortissements pratiqués sur les frais de développement), il est positif de 4,3 M€ contre 3,6 M€ au 30 juin 2020 (+0,7 M€ soit +20%).

L'analyse du chiffre d'affaires et de son évolution, ainsi que celle des résultats, ont été présentées ci-dessus dans les événements significatifs de la période (confer note 1.1 et 1.3).

Les autres éléments significatifs que l'on peut noter, concernant les résultats semestriels 2021 sont les suivants :

- *les charges de personnel* augmentent de 0,7 M€ après activation des frais de développement. Avant cette activation, elles augmentent de 0,8 M€ suite aux nombreuses embauches effectuées au sein du Groupe pendant les douze derniers mois (+22 personnes entre le 30 juin 2021 et le 30 juin 2020) ;
- *les charges externes* diminuent de 0,1 M€. Le retraitement lié à IFRS 16 "Contrats de location" (neutralisation des charges locatives) est identique aux premiers semestres 2021 et 2020 (montant de 0,3 M€). La diminution des charges externes s'explique essentiellement par une maîtrise des honoraires, alors que les frais marketings et de déplacements restent limités, suite aux mesures sanitaires toujours en cours au premier semestre 2021 ;
- *Les autres charges et produits* regroupent les taxes diverses ainsi que les reprises en résultat des Crédits d'Impôt Recherche, parallèlement aux amortissements pratiqués sur les projets financés (confer règles et méthodes comptables). Ces reprises sont de 416 K€ au 30 juin 2021 contre 401 K€ au 30 juin 2020, ce qui explique la variation constatée.
- *La variation des amortissements* de période est de +0,3 M€ et provient essentiellement des amortissements pratiqués sur les frais de développement activés (1,6 M€ au 30 juin 2021 contre 1,4 M€ au 30 juin 2020). L'impact net (hors imposition différée) de l'activation des frais de développement est le suivant :
 - o Premier semestre 2020 : activation de 2,3 M€ bruts de frais de développement, amortissement à hauteur de 1,4 M€ et reprise de Crédit d'Impôt Recherche pour 0,4 M€ : impact net en résultat opérationnel de 1,3 M€ ;
 - o Premier semestre 2021 : activation de 2,9 M€ bruts de frais de développement, amortissement à hauteur de 1,6 M€ et reprise de Crédit d'Impôt Recherche pour 0,4 M€ : impact net en résultat opérationnel de 1,7 M€, en augmentation de 0,4 M€ par rapport au premier semestre 2020.
- *L'impact des produits / charges financiers* est positif de 100 K€, suite à des effets de change €/USD plus favorables en 2021 qu'en 2020, et à la charge financière (26 K€) liée au retraitement IFRS 16 appliqué à compter du 1^{er} janvier 2019.
- *La charge nette d'impôts* est de 500 K€ au 30 juin 2021, alors qu'elle était quasi neutre au 30 juin 2020. Depuis 2017, aucun actif d'impôt différé n'a été reconnu sur les reports déficitaires du Groupe, au-delà des passifs d'impôts différés issus de l'activation des frais de développement. Depuis fin 2020, la valeur nette des frais de développement activés est devenue supérieure à celle des reports déficitaires restant à imputer, et cette tendance devrait se confirmer dans les prochaines années (investissements en hausse dans le développement produits et progression des bénéfices fiscaux). Ainsi, au 30 juin 2021, la valeur nette des frais de développement activés est de 11,1 M€ alors que celle des reports déficitaires est de 8,2 M€. Le solde net (2,9 M€) génère donc un passif d'impôt différé de 0,7 M€ inscrit en passif non courant et une charge de période de 0,5 M€.

Les perspectives de résultat comptable et fiscal du Groupe dans les prochaines années étant positives, l'activation des reports déficitaires restants est pleinement justifiée.

Le résultat fiscal au 30 juin 2021 est détaillé ci-dessous :

en M€	HY 2021	HY 2020	FY 2020	Variation
Impôts différés sur activation R&D	-0,4	-0,3	-0,3	-0,1
Impôts différés actifs sur reports déficitaires	-0,1	0,3	0,0	-0,4
<i>dont filiales françaises</i>	-0,1	0,3	-	-0,4
<i>dont filiales étrangères</i>	-	-	-	-
Impôts courants	-	-	-0,1	-
Total Charges (-) / Produits (+) d'impôts	-0,5	0,0	-0,4	-0,5

- o Les impôts courants ne sont pas significatifs (-37 K€) et proviennent essentiellement des filiales française et tunisienne du Groupe ;
- o Les impôts différés passifs lié à l'activation des frais de développement font l'objet d'une hausse de 0,4 M€, du fait de l'augmentation, au premier semestre 2021, des montants nets activés (1,7 M€) ;
- o Les impôts différés actifs sur reports déficitaires diminuent également de 0,1 M€ suite à l'imputation de 0,6 M€ de reports déficitaires sur les résultats fiscaux de période.

Pour mémoire, la Société a opté, avec sa filiale StreamWIDE France SAS, pour le régime de l'intégration fiscale depuis le 1^{er} janvier 2012.

Au total, le résultat opérationnel courant enregistre donc une nette amélioration (+0,4 M€) pour s'établir à +2,3 M€. Après prise en compte du résultat financier bénéficiaire (+100 K€) et des impacts fiscaux négatifs (-500 K€) en forte augmentation, le résultat net semestriel est un bénéfice de +1,9 M€, en augmentation de +0,1 M€ par rapport à celui du 30 juin 2020.

La situation financière au 30 juin 2021 est la suivante :

(En K€)	30-juin-21	31-déc.-20	30-juin-21	31-déc.-20	
Immobilisations incorporelles	11 317	9 991	305	292	Capital social
Immobilisations corporelles	2 022	2 287	17 703	12 560	Primes et réserves
Autres actifs financiers	464	701	-1 412	-165	Titres auto détenus
Actifs d'impôts différés	67	65	1 857	3 267	Résultat Part du Groupe
ACTIFS NON COURANTS	13 870	13 044	18 453	15 954	TOTAL CAPITAUX PROPRES
Stocks	-	-	2 601	2 804	Passifs financiers
Créances clients	4 497	6 141	758	952	Passifs locatifs
Autres débiteurs	1 572	1 327	409	387	Provisions à long terme
			1 560	1 476	Produits fiscaux différés
			663	201	Passifs d'impôts différés
			5 992	5 820	PASSIFS NON COURANTS
Actifs fiscaux	1 518	987	389	363	Passifs financiers
			448	502	Passifs locatifs
			1	7	Provisions à court terme
Trésorerie et équivalent de trésorerie	12 806	9 536	869	898	Fournisseurs et autres créditeurs
			2 757	2 634	Dettes fiscales et sociales
			780	738	Produits fiscaux différés
			4 575	4 119	Produits constatés d'avance
ACTIFS COURANTS	20 392	17 991	9 817	9 262	PASSIFS COURANTS
TOTAL ACTIFS	34 262	31 036	34 262	31 036	TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS

Le total de la situation financière au 30 juin 2021 est de 34,3 M€. La hausse de 3,3 M€ par rapport à la clôture précédente provient essentiellement des éléments suivants :

A l'actif,

- *Activation des frais de développement* à hauteur de 2,9 M€ en valeur brute et 1,6 M€ d'amortissements, soit une augmentation de +1,3 M€ en valeur nette. Pour mémoire, en 2020 (12 mois), les montants bruts et nets avaient respectivement varié de +4,5 M€ et +1,9 M€ ;

Le montant immobilisé au seul titre des frais de développement augmente donc par rapport au 31 décembre 2020 et ressort à 11,1 M€ en valeur nette cumulée au 30 juin 2021 ;

- *Diminution des immobilisations corporelles* de 0,3 M€ suite à l'application d'IFRS 16 "Contrats de location" à compter du 1^{er} janvier 2019. Au 31 décembre 2020, un droit d'usage de 2,3 M€ en valeur nette avait été constaté. Ce droit d'usage a été amorti à hauteur de -0,3 M€ au premier semestre 2021 et ressort donc en valeur nette à 2 M€ au 30 juin 2021 ;
- *Diminution des autres actifs financiers* de 0,2 M€. Cette évolution s'explique par celle des comptes de liquidités et de rachat (comptes espèces) ouverts auprès d'ODDO dans le cadre du programme de rachat d'action de la Société ;
- *Diminution du poste client* de 1,6 M€ suite essentiellement au bon niveau d'encaissements constaté depuis le début de l'exercice. La croissance de l'activité ne pèse pas sur le BFR, suite notamment à une facture significative émise et réglée au cours du premier semestre 2021 ;

- *Autres actifs fiscaux* : le solde est principalement constitué du Crédit d'Impôt Recherche (CIR) au titre du premier semestre 2021 (0,5 M€) et de la créance 2020 (0,9 M€) toujours en attente de remboursement. Ce dernier devrait intervenir au second semestre de l'exercice ;
- *Augmentation de la trésorerie brute* (+3,3 M€ par rapport au 31 décembre 2020) qui s'élève à 12,8 M€ au 30 juin 2021, hors dettes financières et locatives. L'augmentation de la trésorerie provient de la hausse des revenus, des résultats et d'une bonne tenue du BFR au premier semestre 2021 (-1,9 M€ dans un contexte de croissance de l'activité). Les investissements effectués dans le développement des nouvelles solutions sont restés soutenus (flux d'investissement net de -2,9 M€). Enfin, les flux de financement restent positifs (0,2 M€) suite notamment à l'augmentation de capital par exercice de BSA intervenue en juin 2021 (+1,9 M€), aux rachats nets d'actions auto détenues (-1,2 M€), au remboursement semestriel de l'emprunt obligataire envers le GIAC (-0,2 M€) et au retraitement IFRS16 (-0,3 M€).

Au passif,

- *Augmentation des capitaux propres* (+2,5 M€), suite au résultat net positif au 30 juin 2021 (+1,9 M€), à l'augmentation de capital de juin 2021 (+1,9 M€) et aux rachats d'actions auto détenues (-1,3 M€) ;
- *Diminution des passifs financiers non courants* (-0,2 M€) suite aux remboursements de période et *des passifs locatifs* (-0,2 M€) suite à l'effet temps et au paiement des loyers annuels ;
- *Augmentation des passifs d'impôts différés* (+0,5 M€) : conférer note 2.1 et évolution de la charge fiscale de période ;
- *Augmentation des produits fiscaux différés courants et non courants* (+0,1 M€) : ces postes correspondent aux montants déclarés au titre du CIR, dont l'impact résultat est différé. Ils impacteront positivement le résultat du Groupe lorsque les actifs sous-jacents (projets développés et immobilisés) seront amortis. Au titre du premier semestre 2021, le Crédit d'Impôt Recherche est de 0,5 M€ et la reprise constatée en résultat de 0,4 M€, ce qui explique la variation des soldes constatés au passif ;
- *Augmentation des passifs sur contrats de revenus* (+0,5 M€), qui enregistrent, comme les années précédentes, les facturations faites en fin de période, relatives à des revenus futurs (par exemple, maintenance annuelle facturée d'avance). A noter également une facturation significative effectuée en fin de période envers un client significatif et relative à des revenus du second semestre 2021.

Les flux de trésorerie de la période peuvent être présentés comme suit :

(en K€)	HY 2021	HY 2020	FY 2020	Variations
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	5 999	2 997	5 445	3 002
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	-2 903	-1 637	-4 351	-1 266
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	174	-366	4 435	540
Variation de trésorerie	3 270	994	5 529	2 276

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles sont positifs (+6 M€) suite aux résultats de période et à la bonne tenue du BFR (-1,9 M€) malgré la croissance importante de l'activité.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement représentent principalement les frais de développement engagés au premier semestre 2021. Le remboursement de la créance CIR 2020 (0,9 M€) n'ayant pas été effectué lors du premier semestre 2021, les flux d'investissement ne sont pas compensés et s'élèvent à -2,9 M€ contre -1,6 M€ au premier semestre 2020. Le remboursement de la créance 2020 devrait intervenir au cours du second semestre 2021 et financer partiellement l'augmentation des frais de développement.

Enfin, les flux de trésorerie provenant des activités de financement (+0,2 M€) correspondent aux paiements du capital et intérêts liés à l'emprunt obligataire envers le GIAC (-0,2 M€), à l'augmentation de capital réalisée en juin 2021 (+1,9 M€), aux rachats d'actions auto détenues réalisés au premier semestre 2021 (-1,2 M€) et au retraitement IFRS 16 (-0,3 M€).

Evolution de la trésorerie par rapport au 31 décembre 2020 : l'augmentation de la trésorerie constatée au 30 juin 2021 (+3,3 M€) s'explique donc essentiellement par :

- Des flux opérationnels positifs de 6 M€ (+3 M€ par rapport au premier semestre 2020) suite à une CAF positive de 4,1 M€ et à impact positif du BFR (-1,9 M€) ;
- Des flux d'investissement de -2,9 M€ (-1,3 M€ par rapport au premier semestre 2020), suite aux développements continus des nouvelles solutions (2,9 M€), non encore financés en partie par le remboursement de la créance CIR 2020 (0,9 M€), attendu au second semestre de l'exercice ;
- Des flux de financement positif de 0,2 M€ (+0,5 M€ par rapport au premier semestre 2020), suite à l'augmentation de capital, aux rachats d'actions auto détenues, au remboursement obligataire de période et au retraitement IFRS 16 ;

2.2 Evolution prévisible et perspectives d'avenir du Groupe

En France et en Europe notamment, plusieurs dossiers ministériels d'envergure sont actuellement engagés et pourraient aboutir dans les prochains mois. Quelle que soit la maturité des projets (lancement initial des services ou mise à l'échelle), et les niveaux de revenus différents qu'ils impliquent dans le temps, le Groupe est confiant dans sa capacité à y répondre avec succès. La fin de l'année 2021 devrait donc encore renforcer le positionnement du Groupe comme acteur de référence sur le marché des communications critiques et sécurisées, et lui permettre de construire ses revenus futurs.

L'adéquation des solutions proposées (**team on mission** et **team on the run**) avec les marchés adressés et l'écosystème en place, notamment avec les partenaires et distributeurs du Groupe, lui permettent de se projeter rapidement vers 2022 et 2023, et de mettre en œuvre les stratégies lui permettant de pérenniser sa croissance.

3. Autres informations

3.1 Facteurs de risques

En termes de risques structurels, le Groupe estime que le niveau et la nature des risques qu'il encourt n'ont pas changé par rapport à ceux présentés dans les derniers rapports d'activité, semestriels ou annuels.

- *Risque liés à la croissance* : le Groupe peut avoir à faire face à un ralentissement de l'activité économique des opérateurs télécom, ce qui a déjà été le cas au cours de périodes précédentes et ce qui est toujours le cas en 2021. Par ailleurs, les décalages de reconnaissance de revenu peuvent avoir un impact significatif sur une période donnée.

Enfin, il n'est pas garanti que la saisonnalité constatée régulièrement au dernier trimestre des exercices précédents (consommation des budgets par les clients) soit récurrente d'une année sur l'autre.

- *Risques technologiques et droit de propriété intellectuelle* : les technologies évoluant sans cesse et de façon de plus en plus rapide, des technologies de substitution aux technologies utilisées par le Groupe peuvent apparaître. Même si le Groupe est en veille permanente sur ces thèmes, il ne peut garantir qu'il saura systématiquement faire face à toutes les évolutions rapides que l'on peut constater dans un environnement concurrentiel mouvant et imprévisible.

Concernant la protection juridique et physique des solutions logicielles commercialisées par le Groupe, des procédures strictes de sauvegardes informatiques régulières, de dépôt de brevets et de dépôts des programmes, auprès notamment de l'APP à Paris, sont suivies et respectées au sein du Groupe.

- *Risque concurrentiel* : le Groupe, encore de moindre taille par rapport à ses principaux concurrents étrangers, ne peut pas exclure qu'un acteur déjà présent sur le marché, ou qu'un nouvel entrant, puisse adopter un positionnement plus performant et gagner des parts de marché au détriment de ses intérêts. Même si une veille concurrentielle très régulière est effectuée, aucune assurance ne peut être donnée sur le fait que le Groupe sera en mesure de faire face à la concurrence présente ou potentielle.
- *Risques juridiques* : dans le cours normal de ses activités, le Groupe n'est impliqué que dans de rares procédures juridictionnelles. Ces rares litiges ont été provisionnés conformément aux principes comptables applicables et le Groupe estime que les provisions constituées au titre de ces risques, litiges ou situations contentieuses connues ou en cours à ce jour sont d'un montant suffisant pour que la situation financière consolidée ne soit pas affectée de façon significative en cas d'issue défavorable. A la connaissance de la Société, il n'existe pas de litige, arbitrage ou fait exceptionnel ayant eu dans un passé récent ou étant susceptible d'avoir dans le futur, une influence significative sur la situation financière, les résultats, l'activité et le patrimoine du Groupe.
- *Risques de change, de taux, de crédit, de liquidité, sur actions et autres placements* : ces différents risques sont détaillés dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés semestriels 2021.
 - o *Risque de change* : peu de coûts opérationnels sont exprimés en dollar (uniquement ceux de la filiale américaine) et revenus en dollar plus importants que ces coûts. Si le risque de change devenait réel et important, des instruments de couverture, inexistantes au 30 juin 2021, pourraient alors être utilisés par la Société et le Groupe pour se prémunir de ce risque. La direction de la Société et du Groupe reste toujours très attentive aux évolutions de la monnaie américaine.
 - o *Risque de taux* : au 30 juin 2021, les dettes financières courantes et non courantes de la Société et du Groupe se composent d'un emprunt obligataire à taux variable annuel (Euribor 3 mois + 3,05%) et d'un Prêt Garanti par l'Etat de 2,5 M€ à taux fixe. Cependant, les niveaux actuels du taux Euribor 3 mois, et son évolution, n'impliquent pas de risque de taux significatif pour le Groupe.
 - o *Risque de crédit* : le risque de crédit provient essentiellement des créances clients. Des procédures mensuelles sont suivies afin de limiter le risque de non recouvrement et des relances systématiques sont établies à l'attention de clients parfaitement identifiés. L'évolution du poste client, de sa structure au 30 juin 2021 et de son évolution au début du second semestre de l'exercice, démontre la bonne gestion de ce risque par la Société et le Groupe. Aucun risque structurel n'est identifié au 30 juin 2021.

- *Risque de liquidité* : le risque de liquidité s'analyse comme le risque que la Société et le Groupe encourent s'ils ne sont pas en mesure d'honorer leurs dettes à échéance. Afin de gérer ce risque, la Société et le Groupe ont mis en place un suivi mensuel de la trésorerie et une gestion prévisionnelle de leurs besoins de financement, afin de contrôler leur entière capacité à honorer leurs passifs exigibles.
- *Risque sur actions et autres placements* : la politique de la Société et du Groupe est de rémunérer les excédents de trésorerie avec une prise minimale de risque. Au 30 juin 2021 et en cours de période, seuls des comptes à terme liquides et à rendement garanti sont utilisés.

3.2 Filiales et participations

Le périmètre du Groupe se compose des six (6) filiales opérationnelles suivantes au 30 juin 2021, sans modification par rapport à l'exercice précédent :

- StreamWIDE Romania, société de droit roumain contrôlée à 100%
- StreamWIDE Inc, société de droit américain contrôlée à 100%
- Beijing StreamWIDE Technology, société de droit chinois contrôlée à 100%
- StreamWIDE France, société de droit français contrôlée à 100%
- StreamWIDE Tunisia Sarl, société de droit tunisien contrôlée à 100%
- StreamWIDE PTE Ltd, société de droit singapourien contrôlée à 100%.

Société	Siège	% de contrôle		Méthode de consolidation
		30-juin-21	31-déc.-20	
Streamwide SA	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS			Soc. Mère
Streamwide France SAS	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS	100%	100%	IG
Streamwide Romania	165 Splaiul Unirii, TN 3 Building, 3rd floor, Sector 3, 030133, BUCHAREST	100%	100%	IG
Streamwide Inc.	1099 Wall Street West, Suite 354 LYNDHURST , New Jersey 07071	100%	100%	IG
Beijing Streamwide Technology	804, Cultural Plaza 9 Zhong Guan Cun St. BEIJING 100872	100%	100%	IG
Streamwide Tunisie	Rue du Lac Constance Immeuble Green Center, C1.1, 1er étage Les Berges du Lac- TUNIS 1053	100%	100%	IG
Streamwide PTE Ltd	141 Cecil Street 10.01-T.A.A. Building 069541 SINGAPORE	100%	100%	IG

3.3 Informations sociales et environnementales

(a) Au niveau du Groupe, les effectifs sont les suivants au 30 juin 2021 :

- StreamWIDE SA (la Société) et StreamWIDE France : 39 personnes
- StreamWIDE Romania : 78 personnes
- StreamWIDE Beijing : 4 personnes
- StreamWIDE Inc. : 11 personnes
- StreamWIDE Tunisie : 68 personnes

Au 30 juin 2021, le Groupe compte 200 personnes contre 178 fin juin 2020 (+22 personnes) et 186 fin 2020 (+14 personnes).

Par rapport au 30 juin 2020, les mouvements intervenus sont les suivants :

- StreamWIDE France : + 7 personnes
- StreamWIDE Romania : + 4 personnes
- StreamWIDE Inc. : + 1 personne
- StreamWIDE Tunisie : + 10 personnes

(b) *Liste des accords collectifs conclus au sein de la Société*

Un nouvel accord d'intéressement a été conclu fin juin 2020 couvrant les exercices 2020 à 2022.

Au 30 juin 2021, une provision de 66 K€ a ainsi été constatée car le seuil de déclenchement (10% de rentabilité nette consolidée) a été atteint.

(c) *Informations environnementales*

Concernant les risques environnementaux, les activités du Groupe et de la Société, de par leur nature, n'ont pas de conséquence significative et majeure sur l'environnement.

3.4 Actions d'auto contrôle et Bons de Souscription d'Action

Au 30 juin 2021, le contrat de liquidité, opéré par la société Louis Capital Market depuis novembre 2013, est investi à hauteur de 6.653 actions de la Société contre 6.827 actions au 31 décembre 2020, et présente un solde de liquidité de 96 K€ contre 96 K€ au 31 décembre 2020. A noter également que la Société dispose, au 30 juin 2021, de 37.601 titres (contre 14 titres au 31 décembre 2020) acquis dans le cadre de son programme de rachat d'actions au premier semestre 2021, au cours moyen unitaire de 31,45 €.

Au cours du premier semestre 2021, 1.876.485 BSA 2 et 157.500 BSA 3 ont été exercés (prix d'exercice de 14 €) et 135.599 nouvelles actions ont donc été créées (parité de 1 action nouvelle pour 15 BSA), soit 4,65% du capital social avant exercice des BSA.

48.015 BSA 2 et 157.500 BSA 3 sont devenus caducs le 1er juillet 2021. Postérieurement à cette date, il n'existe donc plus de BSA exerçable au sein du Groupe.

Suite aux exercices indiqués ci-dessus, le capital social de la Société, au 30 juin 2021, est de 305.309,80 € et se compose de 3.053.098 actions de valeur nominale de 0,1 € chacune.

3.5 Informations concernant la répartition du capital au 30 juin 2021

Nous vous indiquons ci-après la répartition du capital social et des droits de vote au 30 juin 2021 :

Identité	Part du capital social nb de titres/ nb total (%)	% des droits de vote
BE2TEL (P. Beglin)	45,3 %	53,9 %
OKHEMA (L. Gaichies)	17,1 %	20,3 %
Zakaria Nadhir	3,3 %	3,9 %
Salariés de la Société	3,8 %	2,7 %
Auto détention	1,4 %	-
Public	29,1 %	19,2 %

Nous précisons que, conformément à l'article 12 des statuts de notre Société, les actions inscrites nominativement au nom d'un même actionnaire pendant plus de deux ans donnent droit de vote double.

AU 30 juin 2021, le nombre total d'actions à droit de vote double est de 2.079.952 et le nombre théorique total de droits de vote est donc de 5.133.050.

STREAMWIDE SA

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par STREAMWIDE et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société STREAMWIDE, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes semestriels consolidés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Paris-La Défense, le 29 octobre 2021

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres
Jean-Christophe Pernet

Groupe STREAMWIDE – Comptes consolidés semestriels– 30 juin 2021

• **Comptes de résultat consolidés aux 30 juin 2021, 30 juin 2020 et 31 décembre 2020**

en K€	30-juin-21	30-juin-20	31-déc-20	Note
	(6 mois)	(6 mois)	(12 mois)	
Licences	4 241	2 391	5 799	
Maintenance	1 679	1 487	3 184	
Prestations de services	1 936	2 683	4 974	
Ventes tiers	-	-	-	
Chiffre d'affaires	7 857	6 560	13 957	7.1
Subventions	-	-	130	
Achats et variations de stocks	-	-	-	7.3
Charges externes	-984	-1 080	-2 112	7.3
Impôts et taxes	-68	-68	-151	
Charges de personnel	-2 885	-2 196	-4 982	7.2
Dotations aux amortissements	-2 079	-1 808	-3 604	7.4
Dotations nettes aux provisions	-4	-1	37	7.4
Autres produits d'exploitation	416	402	749	7.5
Résultat opérationnel courant	2 253	1 809	4 024	
Autres produits opérationnels	3	-	-	
Autres charges opérationnelles	-	-	-	7.5
Résultat opérationnel	2 256	1 809	4 024	
Produits de trésorerie et d'équivalents	7	1	18	
Coût financier Brut	-42	-45	-95	
Coût financier Net	-35	-44	-77	7.6
Autres produits financiers	154	21	28	7.6
Autres charges financières	-19	-26	-331	7.6
Charges / Produits d'impôts	-500	-14	-377	7.7
Résultat net des activités poursuivies	1 856	1 746	3 267	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
Résultat net	1 856	1 746	3 267	
Part du Groupe	1 856	1 746	3 267	
Intérêts ne conférant pas le contrôle				
Résultat de base par action	0,63	0,64	1,16	7.8
Résultat dilué par action	0,63	0,64	1,10	7.8

• Situations financières consolidées aux 30 juin 2021 et 31 décembre 2020

en K€	30-juin-21	31-déc.-20	Note
Immobilisations incorporelles	11 317	9 991	8.1
Immobilisations corporelles	2 022	2 287	8.2
Autres actifs financiers	464	701	8.3
Actifs d'impôts différés	67	65	8.4
ACTIFS NON COURANTS	13 870	13 043	
Créances clients	4 497	6 141	8.5
Autres débiteurs	1 572	1 328	8.5
Autres actifs fiscaux	1 518	987	8.5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12 806	9 536	8.6
ACTIFS COURANTS	20 393	17 993	
TOTAL ACTIFS	34 262	31 036	
Capital	305	292	
Primes	9 816	7 931	
Réserves consolidées	7 887	4 629	
Titres auto détenus	-1 412	-165	
Résultat net part du Groupe	1 856	3 267	
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	
CAPITAUX PROPRES	18 453	15 954	8.7
Passifs financiers	2 601	2 804	8.8
Passifs locatifs	758	952	8.10
Provisions non courantes	409	387	8.9
Produits fiscaux différés	1 560	1 476	8.10
Passifs d'impôts différés	663	201	8.10
PASSIFS NON COURANTS	5 992	5 820	
Passifs financiers	389	363	8.8
Passifs locatifs	448	502	8.10
Provisions courantes	1	7	8.9
Fournisseurs et autres créditeurs	869	898	8.10
Dettes fiscales et sociales	2 757	2 634	8.10
Produits fiscaux différés	780	738	8.10
Produits constatés d'avance	4 575	4 119	8.10
PASSIFS COURANTS	9 817	9 262	
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	34 262	31 036	

- **Etats du résultat global aux 30 juin 2021, 30 juin 2020 et 31 décembre 2020**

En K€	30-juin-21	30-juin-20	31-déc-20
Résultat Net	1 856	1 746	3 267
Ecarts de conversion	-75	-14	183
Ecarts actuariels sur régimes à prestations définies			
Total Gains / Pertes directement en capitaux propres	-75	-14	183
Résultat Net + Gains/Pertes directement en capitaux propres	1 781	1 732	3 450

- **Variations des capitaux propres consolidés aux 30 juin 2021, 31 décembre 2020 et 30 juin 2020**

(En K€)	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et Résultats consolidés	Gains / Pertes en cap. propres	Autres variations	TOTAL Part Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	TOTAL
Capitaux propres 31 DEC 2019	292	7 931	-1 604	3 456	-281	23	9 817	0	9 817
Opérations sur capital							0		0
Paievements fondés sur des actions							19		19
Opérations sur titres auto détenus			8	11			-		-
Dividendes				-					
Résultat Global				1 746	-14		1 732		1 732
Variations de périmètre									
Autres mouvements						31	31		31
Capitaux propres 30 JUIN 2020	292	7 931	-1 596	5 213	-295	54	11 599	0	11 599
Opérations sur capital							0		0
Paievements fondés sur des actions							2 558		2 558
Opérations sur titres auto détenus			1 431	1 127			-		-
Dividendes				-					
Résultat Global				1 521	197		1 718		1 718
Variations de périmètre									
Autres mouvements						79	79		79
Capitaux propres 31 DEC 2020	292	7 931	-165	7 861	-98	133	15 954	0	15 954
Opérations sur capital	13	1 885					1 898		1 898
Paievements fondés sur des actions							-1 180		-1 180
Opérations sur titres auto détenus			-1 247	67			0		-
Dividendes									
Résultat Global				1 856	-75		1 781		1 781
Variations de périmètre									
Autres mouvements							0		0
Capitaux propres 30 JUIN 2021	305	9 816	-1 412	9 784	-173	133	18 453	0	18 453

• **Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 30 juin 2021, 31 décembre 2020 et 30 juin 2020**

(En K€)	30-juin-21	30-juin-20	31-déc.-20
Résultat Net consolidé	1 856	1 746	3 267
<i>Eléments non constitutifs de flux liés à l'activité</i>			
Dotations aux amortissements	1 819	1 558	3 049
<i>[IFRS 16] Dotations droits d'usage</i>	260	250	555
Variation des provisions	3	1	-37
Plus ou moins value de cession	-	-	-
Autres produits d'exploitation (*)	-416	-402	-755
<i>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôts</i>	<i>3 522</i>	<i>3 153</i>	<i>6 079</i>
Coût de l'endettement financier net	35	44	-380
Charge d'impôts sur le résultat	500	14	377
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts	4 057	3 211	6 076
Variation actifs	860	-1 893	-4 156
Variation passifs	1 082	1 679	3 525
<i>Variation du BFR lié à l'activité</i>	<i>1 942</i>	<i>-214</i>	<i>-631</i>
Impôts versés	-	-	-
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES	5 999	2 997	5 445
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-3 140	-2 512	-4 985
Cession d'immobilisation corporelles et incorporelles	-	-	-
Variation immobilisations financières	237	-9	-250
Cession d'immobilisations financières	-	-	-
Variation des prêts et avances consentis	-	-	-
Variation des autres flux liés aux opérations d'investissement (**)	-	884	884
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-2 903	-1 637	-4 351
Augmentation (diminution) de capital	1 898	-	-
Augmentation (diminution) des emprunts	-203	-69	2 159
<i>[IFRS 16] Augmentation (diminution) des dettes locatives</i>	-248	-287	-234
<i>[IFRS 16] Intérêts financiers nets versés</i>	-26	-29	-66
Dividendes versés	-	-	-
Rachats et reventes d'actions propres	-1 247	19	2 576
Autres flux liés aux opérations de financement	-	-	-
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT	174	-366	4 435
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	3 270	994	5 529
Trésorerie début de période	9 536	4 007	4 007
Trésorerie fin de période	12 806	5 001	9 536

(*) Les autres produits calculés, sans impact de trésorerie, correspondent aux reprises en résultat du Crédit d'Impôt Recherche constatées au cours des périodes présentées

(**) Les autres flux liés aux opérations d'investissement correspondent aux remboursements du Crédit d'Impôt Recherche constatés au cours des périodes présentées

- **Annexes aux comptes consolidés**

1. Informations sur la Société et le Groupe

Fondé en 2001, le groupe STREAMWIDE est devenu un acteur majeur sur le marché des services téléphoniques à valeur ajoutée. Le Groupe se positionne comme le fournisseur de l'innovation des opérateurs fixes et mobiles, et depuis peu, des entreprises et administrations, partout dans le monde.

La technologie logicielle de nouvelle génération de STREAMWIDE permet le remplacement des systèmes en place, dits "legacy", comme le lancement de services innovants dans les domaines de la messagerie, des services de téléphonie pour réseaux sociaux et de numéros virtuels, des services de centre d'appels, des services de conférence et de taxation d'appels, services qui peuvent être déployés sur site ou sur une architecture virtualisée.

Le Groupe se positionne aussi sur le marché applicatif, notamment auprès des administrations et des entreprises, avec les solutions **team on mission** et **team on the run**, développées depuis fin 2014, prometteuses et à fort potentiel. Cela permet de compléter efficacement le portefeuille produits et de créer de forts relais de croissance, en proposant aux entreprises et administrations une véritable plateforme de transformation digitale "tout en un", simple, évolutive et performante, ainsi qu'une solution de communication critique sécurisée et de gestion de crises.

Opérant depuis la France, l'Europe, les USA, l'Asie et l'Afrique, STREAMWIDE met en place des équipes locales et spécialisées pour fournir les prestations de déploiement, de support et d'assistance qui accompagnent chacun de ses clients sur la voie de la différenciation et de la rentabilité.

STREAMWIDE SA, la société consolidante, est une société anonyme de droit français à Conseil d'Administration dont les titres sont admis aux négociations sur le marché Growth (Euronext Paris) sous le code FR0010528059. Son siège social est situé au 84 rue d'Hauteville 75010 Paris.

Les comptes consolidés semestriels clos au 30 juin 2021 ont été examinés par le Conseil d'Administration en sa séance du 16 septembre 2021.

2. Evénements significatifs de la période

Les principaux événements significatifs de la période sont présentés au chapitre 1 du rapport semestriel d'activité. Ils sont rappelés ci-dessous de façon synthétique :

- *Augmentation des revenus semestriels 2021 : +1,3 M€ soit +20% par rapport au premier semestre 2020*
- *Augmentation des résultats semestriels 2021 : le Résultat Opérationnel Courant avant amortissements (EBITDA) progresse de 0,7 M€ par rapport au 30 juin 2020 (+20%). Le Résultat Opérationnel Courant (EBIT) augmente quant à lui de +0,4 M€ (+25% par rapport au 30 juin 2020). Le Résultat Net est de 1,9 M€, en progression de +0,1 M€ par rapport au 30 juin 2020 (+6%).*
- *Nombreuses embauches effectuées au cours du premier semestre 2021, notamment en France et en Tunisie.*
- *Augmentation de capital (135.599 nouvelles actions d'une valeur nominale de 0,1 € chacune) suite à l'exercice de 1.927.500 BSA 2 et 315.000 BSA 3. Les BSA non exercés sont devenus caducs le 1^{er} juillet 2021.*

3. Présentation et base de préparation des états financiers

3.1 Référentiel comptable

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés intermédiaires de l'exercice 2021 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales (IAS/IFRS), et notamment IAS 34 Information Financière Intermédiaire, adoptées dans l'Union Européenne et applicables au 16 septembre 2021, date d'examen de ces comptes par le conseil d'administration.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

3.2 Principes retenus

Les comptes consolidés semestriels du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs, conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les principes, règles et méthodes comptables appliqués. Ils sont présentés en milliers d'euros (sauf indication contraire).

3.2.1 Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et d'application obligatoire aux exercices ouverts depuis le 1^{er} janvier 2021

Nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS, telles qu'adoptées pour l'Union européenne au 30 juin 2021. Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

- o *La Société a adopté les normes, amendements et interprétations suivantes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020 :*
 - Amendements IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 : réforme des taux d'intérêts - Phase 2
 - Comptabilité de couverture de manière prospective - Phase 3
 - Amendements IFRS 16 : modification de références au Cadre Conceptuel dans les normes IFRS
 - Amendement IFRS 4 : modification de références au Cadre Conceptuel dans les normes IFRS

L'application de ces normes et amendements à compter du 1^{er} janvier 2021 est sans incidence sur les états financiers consolidés de la Société au 30 juin 2021.

3.2.2 Principes de présentation

Etat de la situation financière

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" impose de présenter l'état de la situation financière en fonction de l'exigibilité des actifs et des passifs. Ceux-ci sont donc classés en éléments courants ou non courants, correspondant d'une manière générale aux échéances inférieures ou supérieures à un an.

Compte de résultat et état du résultat global

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" offre la possibilité de présenter les composantes du résultat soit en tant qu'élément d'un état unique de résultat global, soit dans un compte de résultat séparé, présenté immédiatement avant l'état du résultat global. Le groupe STREAMWIDE a opté, conformément à la recommandation du CNC n°2009-R.03 du 2 juillet 2009, pour la présentation d'un compte de résultat séparé et d'un état du résultat global.

Le compte de résultat séparé conserve une classification des composantes par nature.

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat net avant prise en compte :

- des éléments non récurrents et significatifs (isolés sous les rubriques "autres produits et charges opérationnels"), qui permettent la distinction entre le résultat opérationnel courant et le résultat opérationnel,
- des éléments financiers (coût de l'endettement net augmenté ou diminué des autres charges et produits financiers),
- de la charge / produit d'impôts (impôts courants et différés),
- du résultat des activités cédées ou abandonnées, si applicable.

La présentation adoptée par le Groupe est conforme aux recommandations du Conseil national de la Comptabilité et à celles de l'Autorité des Marchés Financiers.

4. Principes, règles et méthodes comptables

4.1 Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés incluent les états financiers de la société mère ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère ("les filiales").

Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les participations dans les filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'intégration globale.

La quote-part de résultat net et des capitaux propres attribuables aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement dans les capitaux propres et dans le compte de résultat consolidé en tant que participations ne donnant pas le contrôle.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement depuis la date de prise de contrôle ou jusqu'à la date de la perte de contrôle.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour harmoniser et homogénéiser les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés au niveau de la consolidation.

Depuis sa création, le groupe STREAMWIDE n'a pas pris de participation dans des entreprises associées et/ou des coentreprises.

Au 30 juin 2021, toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation (confer note 6) sont des filiales et sont donc consolidées par intégration globale.

Ces différentes filiales ont été créées directement par le Groupe. Ce dernier n'ayant pas effectué antérieurement au 30 juin 2021 d'opérations de croissance externe, aucun goodwill n'est constaté dans les états de la situation financière du Groupe.

4.2 Monnaies étrangères

La monnaie de présentation des états financiers du Groupe est l'Euro. C'est également la monnaie fonctionnelle de la société consolidante, STREAMWIDE SA.

La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères est généralement la monnaie locale des pays dans lesquels elles sont implantées (USA – USD, Chine – CNY, Roumanie – RON, Tunisie – TND et Singapour - SGD).

La conversion en euros des états financiers des filiales libellés en monnaie locale est effectuée pour les états de la situation financière au taux de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de la période clôturée. La différence de conversion en résultant est inscrite directement dans les capitaux propres.

Les transactions libellées en devises, autres que la monnaie fonctionnelle, sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les résultats de change latents ou réalisés sont inscrits en compte de résultat sous les rubriques "autres produits financiers" ou "autres charges financières".

4.3 Comptabilisation des produits

Dans les différents contrats du Groupe, que la vente se fasse de façon directe ou indirecte, et quel que soit le logiciel concerné par le droit d'utilisation, les 3 prestations (licences, support et services professionnels) et les obligations de performance associées sont considérées comme distinctes. Le prix de la transaction, dont la détermination n'est pas dépendante d'éléments structurants, significatifs et récurrents, est également alloué de façon directe à chaque obligation de performance. Enfin, la comptabilisation du produit est effectuée à une date donnée (licences) ou dans le temps (support et services professionnels) lorsque les obligations de performance sous-jacentes sont satisfaites.

Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe provient des sources suivantes : licences d'utilisation des logiciels, prestations de maintenance associées (mises à jour et support technique), prestations de services (installation et formation) et ventes tiers.

Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais. Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété. En général, le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue (pour les biens notamment), que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques liés à la transaction bénéficieront au Groupe.

Concernant les revenus liés aux ventes sous licence des logiciels, le Groupe reconnaît en général le revenu à la mise à disposition du (des) logiciel(s) matérialisée par un document d'acceptation du client. Ces règles et méthodes comptables étant identiques dans les comptes statutaires, notamment lorsque qu'un prix de vente moyen est retenu pour tenir compte d'un nombre estimé de commandes futures pour un même client à la clôture d'un exercice, l'application de la norme IFRS 15 n'entraîne pas de retraitement spécifique en consolidation.

Lorsque les ventes sont réalisées par le biais d'un distributeur, le Groupe ne comptabilise le revenu qu'à réception de l'avis de livraison au client final et à condition que les autres critères généraux de reconnaissance des revenus soient remplis.

Le chiffre d'affaires issu de la maintenance est comptabilisé de façon linéaire sur la durée du contrat de maintenance.

Le chiffre d'affaires issu des prestations de service est comptabilisé lorsque les prestations sont exécutées et les services rendus, sur la base de récapitulatifs d'activité et d'acceptation client.

Les revenus des ventes tiers (matériel) sont comptabilisés lorsque la livraison est intervenue et que l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés à l'acheteur.

4.4 Subventions, aides publiques et Crédit d'Impôt Recherche

Dans le cadre de ses activités de Recherche et Développement, le Groupe bénéficie du Crédit d'Impôt Recherche qui est une aide fiscale française.

Conformément à la norme IAS 20 "Subventions et aides publiques", le Groupe comptabilise un produit différé, afin d'étaler en résultat le bénéfice de ces aides. La valeur brute comptable des frais de développement n'est donc pas impactée.

Les Crédits d'Impôt Recherche sont ainsi différés dans le temps et constatés en résultat proportionnellement aux amortissements constatés au titre des projets de développement générant ces crédits d'impôt.

L'impact résultat constaté est inscrit sous la rubrique "autres produits d'exploitation" du compte de résultat et isolé sous la rubrique "autres produits d'exploitation" dans les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, car sans impact de trésorerie.

4.5 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles (hors frais de développement) sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Licences informatiques 1-3 ans
- Logiciels 1-3 ans

Les frais de développement ne sont comptabilisés en immobilisations incorporelles que s'ils répondent à tous les critères d'activation énoncés par la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles" :

- Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'actif incorporel en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- Intention du Groupe de mener le projet de développement à son terme,
- Capacité du Groupe à mettre en service ou à vendre son actif incorporel,
- Potentiel de l'actif incorporel à générer des avantages économiques futurs,
- Disponibilité des ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement du projet,
- Capacité du Groupe à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'actif incorporel au cours de son développement.

Les actifs incorporels relatifs aux frais de développement sont amortis sur 3 ou 5 ans selon le mode linéaire, dès leur mise en service.

Les durées d'amortissement sont revues annuellement lors de chaque clôture comptable. Tout changement de durée serait traité comme un changement d'estimation appliquée de manière prospective et donnerait lieu, le cas échéant, à la comptabilisation d'une dépréciation complémentaire.

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

4.6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. Ce coût d'acquisition comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état afin de permettre son exploitation.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Agencements et installations - 10 ans
- Matériel, outillage et matériel de bureau - 10 ans
- Matériel Informatique - 3 ans

La charge d'amortissement des immobilisations est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

Le profit ou la perte résultant de la sortie ou de la mise hors service d'un actif est déterminé comme étant la différence entre le produit de cession et la valeur comptable de l'actif. Le résultat net de cession de ces éléments non récurrents est présenté sous la rubrique "autres produits et charges d'exploitation" du compte de résultat.

4.7 Dépréciation d'actifs

Ecarts d'acquisition

Au 30 juin 2021, aucun écart d'acquisition n'est constaté par le Groupe. Les différentes filiales du Groupe ont toutes été créées et aucune opération de croissance externe n'a eu lieu depuis la création du Groupe.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles comptabilisées par le Groupe sont des actifs amortis sur leur durée d'utilité estimée. Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme indéfinie.

A chaque date de clôture, le Groupe passe en revue la valeur comptable de ses immobilisations afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice de perte de valeur.

S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer le montant de la perte de valeur éventuelle. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif isolé (absence d'entrée de trésorerie largement indépendante des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs), le Groupe estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'actif appartient.

La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif (ou du groupe d'actifs), nette des coûts de cession, et sa valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou du groupe d'actifs). Les flux de trésorerie prévisionnels utilisés sont cohérents avec les plans d'affaires prévisionnels établis par le management du Groupe. Le taux d'actualisation retenu reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à l'actif ou au groupe d'actifs.

Si la valeur recouvrable de l'actif (ou du groupe d'actifs) est inférieure à sa valeur comptable, celle-ci est ramenée à hauteur de la valeur recouvrable. La perte de valeur réversible est comptabilisée directement en charge dans le résultat opérationnel.

4.8 Passifs locatifs courants et non courants

En tant que locataire preneur, le Groupe reconnaît à l'actif un "droit d'usage", représentant son droit à utiliser l'actif pendant la durée du contrat, et au passif une dette locative représentative de son obligation de paiement des loyers (part fixe). Au compte de résultat, une charge d'amortissement du droit d'usage et la charge financière relative aux intérêts sur la dette de loyers se substituent en partie à la charge opérationnelle constatée précédemment au titre des loyers. Enfin, la présentation du tableau de flux de trésorerie est également impactée avec une amélioration des flux de trésorerie liés à l'activité au détriment des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

Le Groupe a retraité principalement ses contrats locatifs relatifs aux différents bureaux qu'il occupe. Les taux d'actualisation appliqués sont fondés sur le taux d'emprunt marginal du Groupe auquel est ajouté un "spread" pour tenir compte des environnements économiques de chaque pays où il est présent.

4.9 Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Autres actifs financiers

Ces actifs correspondent d'une part à des dépôts de garantie, et d'autre part, au solde de trésorerie indisponible relatif au contrat de liquidité.

A chaque date d'arrêté, le Groupe apprécie s'il existe un indice objectif de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une perte de valeur est comptabilisée.

Dépôts de garantie

Ils correspondent aux sommes versées dans le cadre de contrats locatifs simples (biens mobiliers et immobiliers). Ces actifs sont comptabilisés et évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. Cependant, au vu de leurs caractéristiques, la valeur comptable correspond aux sommes versées initialement.

Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers sont évalués à leur juste valeur et correspondent au solde de liquidité indisponible relatif au contrat de liquidité mis en place en juillet 2009.

Titres auto-détenus

Les titres représentatifs du capital de STREAMWIDE auto-détenus par le Groupe (dans le cadre du contrat de liquidité et du programme de rachat d'actions) sont enregistrés en diminution des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les cessions ultérieures sont imputées nettes d'effet d'impôt directement en capitaux propres et ne donnent lieu à l'enregistrement d'aucun résultat.

Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients proviennent des ventes de biens et services réalisées par le Groupe dans le cadre de son activité. Les autres débiteurs comprennent essentiellement des créances de nature fiscale (comptes de TVA) et sociale. Ces actifs sont évalués et comptabilisés initialement à leur juste valeur puis évalués ultérieurement à leur coût amorti.

Une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il existe des indices objectifs indiquant que les montants dus ne pourront être recouverts, totalement ou partiellement.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les liquidités immédiatement disponibles (comptes courants bancaires) et les placements mobilisables ou cessibles à court terme, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et supportant un risque négligeable de changement de valeur (comptes à terme).

Ces actifs sont valorisés à leur juste valeur (valeur de marché) et le solde global des variations de juste valeur est porté au compte de résultat (produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie).

Passifs financiers courants et non courants

Les passifs financiers sont composés des emprunts bancaires et obligataires, ainsi que des découverts bancaires ponctuels. Les emprunts et découverts bancaires portant intérêts sont comptabilisés initialement pour le montant de trésorerie reçue, net des coûts directs d'émission éventuels. Ultérieurement, ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les différences entre les montants reçus, nets des coûts directs d'émission éventuels, et les montants dus lors du règlement ou du remboursement sont amorties sur la durée de l'emprunt. Ces montants sont inscrits en coût de l'endettement financier brut dans le compte de résultat.

Au 30 juin 2021, le Groupe n'utilise pas d'instruments composés, de produits dérivés d'instruments de couverture et ne recourt pas à des instruments de décomptabilisation.

Fournisseurs, dettes fiscales et sociales, autres créditeurs et passifs sur contrats de revenus

Les dettes fiscales comprennent essentiellement des comptes de TVA. Les dettes sociales regroupent principalement les dettes de congés payés, charges et cotisations sociales.

Les passifs sur contrats de revenus sont de deux natures :

- *Exploitation* : ils correspondent aux quotes-parts de chiffre d'affaires déjà facturées mais non encore reconnues en résultat suite à des périodes de reconnaissance postérieures à la période clôturée (par exemple, maintenance réglée d'avance)
- *Fiscaux* : ils correspondent à la quote-part de produits différés (Crédits d'Impôt Recherche) imputable aux projets immobilisés. Ils sont repris en résultat au même rythme que les amortissements pratiqués sur les immobilisations incorporelles qui ont généré ces crédits d'impôt.

Ces dettes sont évaluées et comptabilisées initialement à leur juste valeur puis évaluées ultérieurement au coût amorti.

4.10 Avantages du personnel

Retraites

Les cotisations relatives aux régimes à cotisations définies sont inscrites en charges au fur et à mesure qu'elles sont appelées.

Les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées.

Des évaluations ont lieu chaque année. Les calculs actuariels sont fournis par un expert indépendant. Ces régimes ne sont pas financés et leur engagement fait l'objet d'un passif au bilan. Le principal régime concerne les indemnités de fin de carrière (indemnités de départ à la retraite).

Les écarts actuariels résultent principalement des modifications d'hypothèses et de la différence entre les résultats selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs des régimes à prestations définies. Ces écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat de la période. La charge opérationnelle comptabilisée au compte de résultat pour les régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés, les écarts actuariels ainsi que les effets de toute réduction ou liquidation de régime, le cas échéant.

Le coût financier correspondant à la charge de désactualisation de la provision est comptabilisé en autres produits et charges financiers si le montant est considéré comme significatif.

Les régimes à prestations définies au sein du Groupe n'ont pas subi, depuis la création du Groupe, de modifications générant un quelconque coût des services passés.

Autres avantages accordés aux salariés

Les dépenses engagées au titre du "Compte Personnel Formation" constituent une charge de la période et ne donnent lieu à aucune provision mais mention est faite du volume d'heures à la clôture des exercices.

L'autre avantage à long terme pouvant être accordé par le Groupe concerne les médailles du travail. Au regard de l'âge moyen des salariés du Groupe, cet avantage n'est pas évalué.

Paiements fondés sur des actions

Conformément à la norme IFRS 2 "Paiements fondés sur des actions", les options d'achat ou de souscription d'actions ou les attributions d'actions gratuites portant sur le capital d'une des sociétés du Groupe, sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi.

S'agissant d'un plan d'actions dont le paiement s'effectue en actions, la norme IFRS 2 impose la comptabilisation d'une charge (en contrepartie des capitaux propres) au titre de la juste valeur de l'avantage accordé aux salariés.

Cette charge doit être reconnue dans les charges de personnel au fur et à mesure de la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires.

4.11 Provisions et passifs éventuels

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation légale ou implicite actuelle vis-à-vis d'un tiers résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie de ressources représentative d'avantages économiques nécessaire pour éteindre l'obligation.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation que le management du Groupe peut faire en date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation. Ces montants sont actualisés si l'effet est jugé significatif.

Dans le cas où ce passif n'est ni probable, ni évaluable avec fiabilité, mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans ses engagements.

Les provisions constituées sont notamment destinées à couvrir les coûts probables que les procès ou litiges en cours, dont le fait générateur existe à la date de clôture de la période présentée, pourraient occasionner.

4.12 Charge (produit) d'impôts et impôts différés

La rubrique "charge / produit d'impôts" intègre l'impôt exigible au titre de l'exercice et l'impôt différé inclus dans le résultat de la période.

L'impôt exigible est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable à la suite des réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les dispositions fiscales en vigueur, et en retenant le taux voté ou quasi voté à la date de clôture de la période.

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leurs valeurs fiscales, selon la méthode du report variable. Les taux utilisés sont les taux dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les montants ainsi déterminés ne sont pas actualisés.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à la clôture de chaque exercice et réévaluée ou réduite le cas échéant pour tenir compte des perspectives de bénéfice imposable permettant l'utilisation des actifs d'impôts différés.

La Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) sont considérées comme des charges opérationnelles et non comme des charges d'impôts.

4.13 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre d'actions en circulation de la période et de la période précédente présentée est calculé hors actions d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe ajusté des effets des éventuels instruments dilutifs par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice, ajusté, le cas échéant, de toutes actions ordinaires potentiellement dilutives.

5. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite d'utiliser et d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans les états financiers. Le Groupe révisé ses estimations régulièrement mais il est possible que les montants effectifs se révèlent ultérieurement différents des estimations et hypothèses retenues.

Les principales estimations et appréciations retenues sont inhérentes à :

- La méthode de comptabilisation des frais de développement et plus spécifiquement aux durées d'utilités retenues, impactant les amortissements pratiqués et les valeurs nettes comptables ainsi déterminées ;
- La détermination des provisions à long et court terme, compte tenu des aléas susceptibles d'affecter l'occurrence et les coûts des événements constituant le sous-jacent de la provision ;
- L'évaluation des droits d'usage et des obligations locatives, tenant compte notamment de la durée des contrats de location et du taux d'actualisation approprié des paiements des loyers ;
- La répartition des montants courants et non courants relatifs aux produits fiscaux différés (crédit d'impôt recherche). Cette répartition tient compte d'une reprise sur 3 ans avec une partie courante correspondante donc au 1/3 du montant global. La reprise effective en résultat pourrait être légèrement différente mais n'aurait aucun impact sur le montant global constaté.

6. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation retenu aux différentes périodes présentées est le suivant :

Société	Siège	% de contrôle		Méthode de consolidation
		30-juin-21	31-déc.-20	
Streamwide SA	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS			Soc. Mère
Streamwide France SAS	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS	100%	100%	IG
Streamwide Romania	165 Splaiul Unirii, TN 3 Building, 3rd floor, Sector 3, 030133, BUCHAREST	100%	100%	IG
Streamwide Inc.	1099 Wall Street West, Suite 354 LYNDHURST , New Jersey 07071	100%	100%	IG
Beijing Streamwide Technology	804, Cultural Plaza 9 Zhong Guan Cun St. BEIJING 100872	100%	100%	IG
Streamwide Tunisie	Rue du Lac Constance Immeuble Green Center, C1.1, 1er étage Les Berges du Lac- TUNIS 1053	100%	100%	IG
Streamwide PTE Ltd	141 Cecil Street 10.01-T.A.A. Building 069541 SINGAPORE	100%	100%	IG

StreamWIDE Romania a été créée en janvier 2006. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société est un centre de Recherche et de Développement exclusivement au profit du Groupe.

StreamWIDE Inc a été créée en juillet 2007. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Amérique (Nord et Sud).

Beijing StreamWIDE Technology a été créée en septembre 2007. La société StreamWIDE en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Asie et elle participe également aux activités de Recherche et Développement du Groupe.

StreamWIDE France SAS a été créée le 29 juin 2011. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a bénéficié, lors de sa création, d'un apport partiel d'actif effectué par StreamWIDE SA, concernant son activité d'édition de logiciels applicatifs en France, en Europe et en EMEA.

StreamWIDE Tunisie SARL a été créée le 3 janvier 2013. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société, totalement exportatrice, est un centre de Recherche et Développement exclusivement au profit du Groupe, notamment dans le développement des applications mobiles des solutions de communications critiques.

StreamWIDE PTE LTD a été créée le 19 mai 2016. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société permet de développer, de confirmer et de conforter la présence du Groupe dans cette zone géographique (Singapour et Asie du Sud Est).

7. Notes sur le compte de résultat consolidé

7.1 Chiffre d'affaires

En K€	30-juin-21	30-juin-20	31-déc-20	Variation
Licences	4 241	2 391	5 799	1 850
Maintenance	1 679	1 487	3 184	192
Prestations de services	1 937	2 682	4 974	-745
Ventes Tiers	-	-	-	-
TOTAL CA	7 857	6 560	13 957	1 297
Autres produits	-	-	-	-
Subventions	-	-	130	-
Produits des activités ordinaires	-	-	130	-

Poursuite du fort développement des nouvelles solutions : les nouvelles plateformes de communications critiques **team on mission** et **team on the run**, dont les revenus semestriels augmentent de 1,4 M€ (+35%) au premier semestre 2021, représentent maintenant près de 69% (+8 points par rapport à 2020) des revenus totaux du Groupe.

Cette croissance s'explique principalement par les effets continus du partenariat avec la division Secure Land Communications (SLC) d'Airbus Defence and Space, par de nouveaux marchés et projets auprès d'administrations et de sociétés privées françaises, remportés ou déployés en 2021, et par le déploiement et la massification du projet PCSTORM.

À noter également l'attribution d'un nouveau marché par un ministère français dont les premières commandes avaient été reçues fin 2020, impactant ainsi les revenus du premier semestre 2021.

Concernant le détail des revenus de l'activité "plateformes" de 5,4 M€ au 30 juin 2021, les revenus résultant des licences (3,5 M€) et des flux de maintenance (0,2 M€) augmentent respectivement de 1,6 M€ (+84%) et de 0,2 M€ (x3, suite à la mise en production de différentes plateformes sur la période). Les services (1,6 M€) diminuent quant à eux de 0,4 M€ au cours du premier semestre 2021, suite aux différentes phases opérationnelles des projets concernés (tests et intégration depuis 2018, puis déploiement utilisateurs à compter de 2021).

Bonne résistance de l'activité "legacy" : l'activité historique "legacy" (solutions pour opérateurs télécom) est quasi stable au premier semestre 2021 (-0,1 M€) et représente encore 31% des revenus semestriels (2,5 M€). Les ventes de licences, par nature non récurrentes, progressent de 0,2 M€ sur la période et ressortent à 0,7 M€ au 30 juin 2021, suite à des extensions de bases installées et à un nouveau marché gagné aux États-Unis. Les services "legacy" (0,3 M€) diminuent de 0,4 M€ au cours du premier semestre 2021, suite à la finalisation d'un projet avec un opérateur français entamé au premier semestre 2020. Les flux récurrents de maintenance (1,4 M€) restent quant à eux stables par rapport au premier semestre 2020.

7.2 Charges de personnel

En K€	30-juin-21	30-juin-20	31-déc-20	Variation
Salaires et traitements	2 189	1 675	3 818	514
Charges sociales	696	520	1 164	176
Avantages du personnel	-	-	-	-
TOTAL Charges de Personnel	2 885	2 195	4 982	690

	30-juin-21	30-juin-20	31-déc-20	Variation
Cadres	200	178	186	22
Non Cadres	-	-	-	-
TOTAL Effectif	200	178	186	22

Les coûts de certains salariés directement rattachés aux projets de développement sont activés au 30 juin 2021, au même titre que sur les périodes antérieures. Le montant brut immobilisé au 30 juin 2021 représente 2.450 K€, contre 2.298 K€ au 30 juin 2020 et 3.822 K€ au 31 décembre 2020. Ces montants diminuent donc d'autant les charges de personnel "nettes" telles qu'elles apparaissent dans le compte de résultat consolidé semestriel.

En K€	30-juin-21	30-juin-20	31-déc-20	Variation
Charges de personnel en résultat	2 885	2 195	4 982	690
Frais de développement activés	2 450	2 298	3 822	152
TOTAL charges brutes	5 335	4 493	8 804	842

Les charges de personnel, retraitées de l'impact présenté ci-dessus, augmentent sur la période de 842 K€. Cette augmentation provient essentiellement (i) d'un effet "volume" notamment au sein des filiales tunisienne (+10) et française (+6), (ii) de l'augmentation attribuée fin 2020 (+0,2 M€), (iii) de commissions commerciales en augmentation (+0,3 M€). L'augmentation globale des effectifs (+22 personnes par rapport au 30 juin 2020 et + 14 par rapport au 31 décembre 2020) a été réalisée à un coût moyen équivalent à celui de l'exercice antérieur.

Au 30 juin 2021, l'effectif total du Groupe s'élève à 200 personnes contre 178 un an plus tôt. Ce sont essentiellement les effectifs de R&D qui augmentent, démontrant ainsi la capacité du Groupe à maîtriser ses principaux coûts, tout en continuant à investir dans le développement de ses nouvelles solutions.

A noter également que le Groupe a mis en place un accord d'intéressement pour la période 2020-2022 et qu'une provision de 66 K€ a ainsi été constatée au 30 juin 2021.

7.3 Autres charges externes

En K€	30-juin-21	30-juin-20	31-déc-20	Variation
Achats de marchandises	-	-	-	-
Variations de stock	-	-	-	-
TOTAL ACHATS ET VAR. STOCKS	0	0	0	0
Achats études et prestations de services	43	30	47	13
Achats non stockés de marchandises	41	57	103	-16
Sous traitance	17	29	186	-12
Locations et charges locatives	362	355	669	7
<i>Retraitement IFRS 16</i>	-270	-269	-555	-1
Entretiens, réparations et maintenance	32	76	152	-44
Assurances	40	49	100	-9
Commissions et honoraires	284	391	686	-107
Publicités, expositions et insertions	79	34	86	45
Transports, déplacements et missions	26	83	90	-57
Frais postaux et télécoms	95	84	216	11
Redevances	6	4	99	2
Autres	229	151	230	78
TOTAL CHARGES EXTERNES	984	1 074	2 109	-90

L'application au 1^{er} janvier 2019 de la norme IFRS 16 "Contrats de location" entraîne la reconnaissance d'un droit d'usage pour les contrats de location simple s'accompagnant, outre la comptabilisation d'une dette locative en contrepartie, d'une approche patrimoniale relative aux actifs loués. Ainsi, des amortissements et une dépréciation de ces droits d'usages remplacent les charges locatives (confer note 8.2 – Immobilisations corporelles). Au 30 juin 2021, l'impact est une diminution des charges locatives du Groupe de 270 K€ et une augmentation de 261 K€ des amortissements de période (confer note 7.4 – Dotations aux amortissements et aux provisions).

Retraité de cet impact, les autres charges externes diminuent de (89) K€ sur la période par rapport au premier semestre 2020, suite essentiellement à la bonne maîtrise des honoraires (des honoraires non récurrents d'étude organisationnelle des équipes techniques avaient été engagés en 2020). Dans leur ensemble, les charges externes sont ainsi restées maîtrisées au premier semestre 2021 et continueront à l'être efficacement dans les prochains mois.

7.4 Dotations aux amortissements et aux provisions

En K€	30-juin-21	30-juin-20	31-déc-20	Variation
Dotations aux amortissements incorporels	1 638	1 406	2 759	232
<i>dont frais de recherche et développement</i>	1 576	1 351	2 644	225
Dotations aux amortissements corporels	441	402	845	39
Dotations aux amortissements	2 079	1 808	3 604	271
Dotations aux provisions	15	1	6	14
Reprises de provisions	-11	-	-43	-11
Dotations aux provisions	4	1	-37	3

Les amortissements des frais de développement sont de 1.576 K€ au 30 juin 2021 contre 1.351 K€ au 30 juin 2020 et 2.644 K€ en 2020.

A compter du 1^{er} juillet 2017, les durées d'amortissement des solutions **team on mission** et **team on the run** ont été portées de 1 et 3 ans à 5 ans, suite aux premiers succès commerciaux rencontrés. Les durées d'amortissement n'ont pas été modifiées depuis.

Les amortissements constatés au premier semestre 2021 augmentent par rapport à ceux de 2020 (1.576 K€ contre 1.351 K€). Cette progression s'explique par une augmentation des valeurs activées (valeur brute de 2.913 K€ au 30 juin 2021 contre 2.299 K€ au 30 juin 2020). Cette tendance devrait se confirmer au second semestre de l'exercice. Elle suit la logique de développements soutenus que le Groupe poursuit depuis plusieurs exercices, impliquant des frais de développement activés en hausse mais des durées d'amortissement stables depuis 2017.

Les règles linéaires appliquées et les principales "releases" positionnées régulièrement tout au long de l'année permettent cependant d'avoir une approche récurrente d'une période à l'autre. Enfin, la valeur nette globale des frais de développement activés au 30 juin 2021 est de 11.064 K€, contre 9.727 K€ au 31 décembre 2020 (confer note 8.1 – Immobilisations incorporelles), dont 10.161 K€ au titre des nouvelles solutions **team on mission** et **team on the run**. La valeur nette globale des frais de développement activés est inférieure à une seule année de revenus du Groupe, ce qui reste prudent et conservateur. Aucun risque de surévaluation des actifs de R&D n'est donc porté par le Groupe.

Les amortissements corporels sont directement impactés par l'application à partir du 1^{er} janvier 2019 d'IFRS 16 "Contrats de location" et par les charges qui en découlent (261 K€ au 30 juin 2021 contre 249 K€ au 30 juin 2020).

Les dotations aux provisions comptabilisées au 30 juin 2021, tout comme au 30 juin 2020, ne sont pas significatives.

7.5 Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles

Les autres produits d'exploitation (416 K€ au 30 juin 2021) correspondent à la comptabilisation en résultat d'une partie des Crédits d'Impôt Recherche (416 K€). Ces derniers sont comptabilisés dans leur totalité en produits différés de l'exercice auquel ils se rattachent. Ils sont ensuite repris en résultat dès lors que les projets sous-jacents, qu'ils permettent de financer, sont amortis.

Le montant des reprises correspond donc à la quote part des Crédits d'Impôt Recherche affectée aux projets amortis sur la période. La reprise en résultat se fait au même rythme et dans les mêmes proportions relatives que les amortissements constatés sur les différents projets concernés.

Les amortissements augmentant au premier semestre 2021 par rapport au premier semestre 2020 (confer note 7.4 ci-dessus), les reprises en résultat des Crédits d'Impôt Recherche augmentent également légèrement (416 K€ contre 401 K€ au 30 juin 2020).

Aucun *autre produit opérationnel* n'a été comptabilisé au premier semestre 2021 (contre 1 K€ au 30 juin 2020).

7.6 Eléments financiers et exposition aux risques

En K€	30-juin-21	30-juin-20	31-déc-20	Variation
Produits sur placements de trésorerie	7	1	18	6
Coût financier brut	-42	-45	-95	3
Coût financier net (charges nettes)	-35	-44	-77	9
Gains de change	154	21	28	133
Pertes de change	-19	-26	-331	7
Produits nets de cessions d'actifs	-	-	-	-
Total Impact Financier	100	-49	-380	149

Les produits sur placement de trésorerie correspondent aux intérêts financiers reçus ou à recevoir générés par les comptes à terme souscrits par le Groupe, exclusivement au niveau de la maison mère française. Leur faible niveau et leur variation s'expliquent par des taux de rémunération très faibles en 2021, comme en 2020.

Le coût financier brut correspond aux intérêts payés sur l'emprunt obligataire de 1.800 K€ émis auprès du GIAC en juillet 2013 (pour mémoire, remboursement différé de 90 K€ à compter du troisième trimestre 2017 et échéance finale troisième trimestre 2022).

Par ailleurs, l'application de la norme IFRS 16 "Contrats de location" implique à compter du 1^{er} janvier 2019 de constater des intérêts financiers d'actualisation sur la dette locative comptabilisée. Ces intérêts sont de 26 K€ au 30 juin 2021 (contre 29 K€ au 30 juin 2020).

Les gains et pertes de change sont de deux natures distinctes : conversion de certains actifs / passifs en monnaies étrangères et résultat de change réalisé sur les transactions en monnaie étrangère (essentiellement US Dollar), enregistrées notamment par les sociétés françaises.

L'évolution du taux de change USD/€ sur la période a généré un impact net positif de 135 K€ contre une perte nette de (5) K€ au 30 juin 2020 et (303) K€ fin 2020. Les variations de change ont donc été plus favorables en 2021 qu'en 2020, mais leur impact net reste cependant peu significatif.

Risque de change

Le groupe STREAMWIDE exerce ses activités en France et à l'international et peut donc être conduit à effectuer des transactions dans diverses devises étrangères.

Cependant, les flux les plus significatifs à date restent en euros (au niveau des coûts et des revenus), dans la mesure où la société mère et sa filiale française concentrent encore la majorité des transactions. Les autres devises utilisées au sein du Groupe (USD américain, CNY chinois, RON roumain, TND tunisien et SGD singapourien) résultent essentiellement de l'activité des filiales situées hors zone euro, et concernent pour la Chine, la Roumanie et la Tunisie exclusivement des transactions intra groupe. Par ailleurs, les éléments financiers relatifs à ces filiales restent peu significatifs au regard des montants constatés au niveau du Groupe dans son ensemble. Concernant le dollar américain, les flux entrants (facturation en dollars US de certains clients) sont depuis plusieurs exercices plus importants que les flux sortants (coûts de fonctionnement de la filiale américaine), ce qui génère une position nette dollars USD excédentaire au 30 juin 2021.

Le Groupe n'a pas mis en place d'instruments dérivés de couverture de change. Dès lors que les flux nets deviendraient plus significatifs ou que l'impact de change pourrait être potentiellement négatif et important, des instruments de couverture simples du type change à terme pourraient être souscrits par le Groupe, pour se prémunir d'un risque de change impactant.

A date, les moyens mis en œuvre pour gérer le risque de change correspondent principalement à une surveillance régulière des cours de change, ainsi qu'à une analyse des risques par la direction financière et générale.

Autres risques financiers

L'exposition aux autres risques financiers (crédit, placements, liquidité et taux) est présentée dans les notes respectives sur l'état de la situation financière (8.5 "Actifs courants", 8.6 "Trésorerie et équivalent de trésorerie", 8.8 "Passifs financiers courants et non courants" et 8.10 "Autres passifs courants et non courants").

7.7 Charges d'impôts

La charge d'impôts est de 500 K€ au 30 juin 2021 (contre une charge de 14 K€ au 30 juin 2020 et de 377 K€ au 31 décembre 2020) et se décompose comme suit :

En K€	30-juin-21	30-juin-20	31-déc-20	Variation
Impôts exigibles	37	19	102	18
Impôts différés	463	-5	275	468
Total Produit (-) / Charge d'impôts (+)	500	14	377	486

Les impôts exigibles correspondent aux impôts société de la filiale roumaine à hauteur de 19 K€ et de la Société française à hauteur de 18 K€.

Les variations et impacts liés aux impôts différés sont présentés dans la note 8.4 - Actifs et passifs d'impôts différés.

Leur variation provient essentiellement des positions retenues au 30 juin 2021, sans changement par rapport à celles de 2020 (non activation, au niveau de toutes les sociétés du Groupe, des déficits fiscaux constatés en clôture, au-delà des impôts différés passifs issus de l'activation des frais de développement). Les résultats importants réalisés depuis 2019 et l'augmentation des frais de développement activités impliquent, depuis fin 2020, une position nette d'imposition différée passive, car le solde net des frais de développement est maintenant supérieur à celui des déficits fiscaux encore disponibles.

Le taux d'imposition différée retenu est de 26,5% au 30 juin 2021, contre 28% au 31 décembre 2020, pour tenir compte de la diminution programmée et progressive de l'impôt société d'ici 2022.

Pour rappel, les sociétés StreamWIDE SA (société mère) et StreamWIDE France (filiale détenue à 100%) ont opté pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1^{er} janvier 2012. La société StreamWIDE est la société tête du groupe fiscal.

La preuve d'impôt s'établit comme suit au 30 juin 2021 :

En K€	30-juin-21	30-juin-20	31-déc-20
Résultat opérationnel	2 256	1 809	4 024
Coût de l'endettement financier net	-35	-44	-77
Autres produits et charges financiers	135	-5	-303
Taux d'impôt théorique	26,50%	28,00%	28,00%
Impôt théorique	624	493	1 020
Impôt courant	37	19	102
Impôt différé	463	-5	275
Impôt réel	500	14	377
Taux d'impôt réel	21,22%	0,80%	10,35%
Ecart sur taux	-5,28%	-27,20%	-17,65%
Ecart sur impôt	-124	-479	-643
<i>Détail</i>			
Déficits imputés dans l'exercice	-38		-865
Déficits créés dans l'exercice	55		195
Retenues à la source et autres crédits d'impôts	2	3	44
Différences permanentes et autres éléments	-143	-482	-17
	-124	-479	-643

Les principaux éléments à retraiter fiscalement sont les suivants :

- (i) Reprise du Crédit d'Impôt Recherche en résultat : cette reprise, qui impacte positivement le résultat comptable, n'est pas fiscalisée. De fait, elle crée une différence entre l'impôt théorique (déterminé sur les seuls résultats comptables) et l'impôt réel. Au 30 juin 2021, les reprises sont de 416 K€, générant ainsi un écart d'impôt de +110 K€, inscrit sous la rubrique "différences permanentes et autres éléments".
- (ii) Les déficits fiscaux générés au 30 juin 2021 par les entités américaines (154 K€) et chinoises (53 K€) n'ont pas été activés au 30 juin 2021, ce qui implique un écart significatif entre l'impôt réel et l'impôt théorique (-55 K€).

Au 30 juin 2021, la société mère StreamWIDE SA ne dispose plus de déficits propres avant intégration fiscale.

Les reports déficitaires créés post intégration fiscale sont quant à eux de 8.188 K€, après prise en compte d'un bénéfice fiscal d'intégration de 625 K€ (dont 53 K€ provenant de StreamWIDE France SAS) et d'une imputation de déficits antérieurs à hauteur de 562 K€ au 30 juin 2021. Concernant la filiale américaine StreamWIDE Inc., seuls 219 K€ de reports déficitaires sont reconnus au 30 juin 2021, position retenue depuis 2018 (confer note 8.4 - Actifs et passifs d'impôts différés"). Le montant global des reports déficitaires de la filiale américaine est de 1,8 M€ au 30 juin 2021.

7.8 Résultat par action

Le calcul du résultat par action a été effectué sur la base du Résultat Net Part du Groupe de la période et :

- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période (résultat de base par action)
- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période, ajusté des effets de toutes actions ordinaires potentielles dilutives (résultat dilué par action).

Les calculs du nombre moyen pondéré d'actions et de nombre moyen dilué d'actions ordinaires sont les suivants :

Au 31 décembre 2020	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
Nombre pondéré d'actions ordinaires				2 825 269
Effet dilutif du plan d'attribution de bsa				135 032
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires				2 960 301
Au 30 juin 2021	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
31.12.2020	2 917 499	6 875	2 910 624	485 509
31.01.2021		-2 430	2 913 054	485 735
28.02.2021		-1 357	2 914 411	485 265
31.03.2021		2 822	2 911 589	485 132
30.04.2021		800	2 910 789	485 159
31.05.2021		-167	2 910 956	501 491
30.06.2021	135 599	37 611	3 008 944	501 491
Nombre pondéré d'actions ordinaires				2 944 272
Effet dilutif du plan d'attribution de bsa				-
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires				2 944 272

Au cours du premier semestre 2015, la Société a émis et attribué 3 tranches de BSA : (i) 3.016.391 BSA 1, (ii) 2.002.500 BSA 2 et (iii) 322.500 BSA 3, tous au prix d'exercice de 14 € et avec une parité de 15 BSA pour une action nouvelle.

Au cours du premier semestre 2018, les BSA 2 et BSA 3 ont été prorogés jusqu'au 1^{er} juillet 2021. Les BSA 1 sont, quant à eux, devenus caducs au 1^{er} juillet 2018.

Au cours du premier semestre 2021, 1.876.485 BSA 2 et 157.500 BSA 3 ont été exercés et 135.599 nouvelles actions ont donc été créées, soit 4,65% du capital social avant exercice des BSA.

48.015 BSA 2 et 157.500 BSA 3 sont devenus caducs le 1^{er} juillet 2021. Postérieurement à cette date, il n'existe donc plus de BSA exerçable au sein du Groupe.

Suite aux exercices indiqués ci-dessus, le capital social de la Société, au 30 juin 2021, est de 305.309,80 € et se compose de 3.053.098 actions de valeur nominale de 0,1 € chacune.

Les résultats de base et dilués par action sont les suivants aux 30 juin 2021, 30 juin 2020 et 31 décembre 2020 :

En K€	30-juin-21	30-juin-20	31-déc-20	Variation
Résultat Net Part du Groupe	1 856	1 746	3 267	110
Effet net d'impôt des actions dilutives				
Résultat net Part du Groupe	1 856	1 746	3 267	110
<i>Nombre moyen pondéré d'actions</i>	2 944 272	2 740 097	2 825 269	204 175
Effet des actions ordinaires dilutives	-	-	135 032	
<i>Nombre moyen dilué d'actions</i>	2 944 272	2 740 097	2 960 301	204 175
Résultat de base par action (en €)	0,63	0,64	1,16	-0,01
Résultat dilué par action (en €)	0,63	0,64	1,10	-0,01

Au 30 juin 2021, suite aux exercices de BSA indiqués ci-dessus, le nombre moyen pondéré d'actions et le nombre moyen dilué d'actions sont identiques, sachant par ailleurs qu'il n'existe pas d'action ordinaire dilutive.

8. Notes sur l'état de la situation financière

8.1 Immobilisations incorporelles

En K€	31-déc-20	Acquisitions Dotations	Cessions Reprise	30-juin-21
Frais de développement	34 050	2 913		36 963
Concessions, brevets et licences	1 127	48		1 175
Autres immobilisations incorporelles	52	3		55
Valeurs brutes	35 229	2 964	-	38 193
Frais de développement	-24 323	-1 576		-25 899
Concessions, brevets et licences	-869	-58		-927
Autres immobilisations incorporelles	-46	-4		-50
Amortissements	-25 238	-1 638	-	-26 876
Valeurs nettes	9 991	1 326	-	11 317

Le Groupe utilise des moyens et des outils performants de gestion lui permettant d'isoler et de valoriser de façon fiable et constante ses différents projets de développement. Les frais de développement sont donc immobilisés, conformément à IAS 38. Les montants activés au premier semestre 2021 sont de 2.913 K€ contre 2.299 K€ au premier semestre 2020 et 4.500 K€ en 2020. Cette augmentation s'explique essentiellement par un effet volume (embauche de plusieurs ingénieurs supplémentaires fin 2020 et au cours du premier semestre 2021, notamment en Roumanie et en Tunisie) et par un recours plus important à la sous-traitance (développement de modules spécifiques intégrés ensuite aux solutions), avec un nombre d'heures consacrées au développement plus important en 2021 qu'en 2020. Le coût horaire moyen global de développement reste stable au sein du Groupe sur la période.

Les montants activés au titre des différentes périodes présentées sont les suivants :

En K€	30-juin-21	30-juin-20	31-déc-20	Variation
Frais de développement activés	2 913	2 299	4 500	614
Amortissements de la période	-1 576	-1 351	-2 644	-225
Frais de développement cumulés	36 963	31 849	34 050	2 913
Amortissements cumulés	-25 899	-23 030	-24 323	-1 576
Valeur nette	11 064	8 819	9 727	1 337

Les frais de développement (valeur nette de 11.064 K€ au 30 juin 2021) se rattachent aux différents logiciels conçus et développés par le Groupe. Ils comprennent principalement le coût salarial des chercheurs et ingénieurs du Groupe dédiés à la conception, au développement et à la réalisation des différents logiciels. Leurs amortissements sont linéaires avec des durées allant de 3 à 5 ans, en fonction de la nature des logiciels développés et commercialisés.

Ces amortissements augmentent au 30 juin 2021 par rapport au 30 juin 2020 (1.576 K€ contre 1.351 K€) suite à la seule évolution des valeurs brutes activées, car les durées d'amortissements n'ont pas été modifiées, la dernière modification étant intervenue en 2017 (confer note 7.4 – Dotations aux amortissements et provisions).

Les autres immobilisations incorporelles du Groupe se composent de licences et de logiciels informatiques acquis et restent peu significatives.

8.2 Immobilisations corporelles

En K€	31-déc-20	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	30-juin-21
Installations techniques	46			46
Installations générales, matériel, bureau	2 662	231		2 893
Droits d'usage	2 518		-37	2 481
Valeurs brutes	5 226	231	-37	5 420
Installations techniques	-45	-1		-46
Installations générales, matériel, bureau	-1 852	-196		-2 048
Droits d'usage	-1 042	-244	-17	-1 303
Amortissements	-2 939	-441	-17	-3 397
Valeurs nettes	2 287	-210	-54	2 023

Les immobilisations corporelles se composent essentiellement d'installations générales, de matériels informatiques et de mobiliers de bureau. Aucune évolution significative au premier semestre 2021 n'est à noter, après les déménagements et aux agrandissements de bureaux qui ont eu lieu notamment en Roumanie et en Tunisie au cours de l'année 2019.

A compter du 1^{er} janvier 2019, le Groupe applique IFRS 16 "Contrats de location". Dans ce cadre, des droits d'usage liés aux différents contrats de location simples (essentiellement les baux locatifs au sein des différentes sociétés du Groupe) ont été comptabilisés à hauteur de 2.481 K€ en valeur brute. Au 30 juin 2021, un amortissement de 1.304 K€ est également constaté, soit une dotation complémentaire de 261 K€ au titre du premier semestre 2020, contre 247 K€ au titre du premier semestre 2020.

8.3 Autres actifs financiers

En K€	31-déc-20	Acquisitions	Cessions	30-juin-21
Dépôts de garantie	298		-5	293
Autres actifs financiers non courants	403		-232	171
Valeurs brutes	701	0	-237	464
Amortissements / provisions	-			-
Valeurs nettes	701	0	-237	464

Les autres actifs financiers comprennent :

- des dépôts de garantie et cautions donnés d'une part, dans le cadre des divers baux locatifs du Groupe pour les différents immeubles qu'il occupe en France, Roumanie, Chine, Etats Unis et Tunisie et, d'autre part, dans le cadre de l'emprunt obligataire souscrit par le GIAC en juillet 2013 (participation de 126 K€ au Fonds de Garantie Mutualisé) ; les variations de période ne sont pas significatives ;
- le solde du compte courant lié au contrat de liquidité, mis en place depuis juillet 2009 (116 K€ au 30 juin 2021 contre 368 K€ au 31 décembre 2020), suite aux mouvements nets de période.

8.4 Actifs et passifs d'impôts différés

(En K€)	Déficits fiscaux	Décalage temporaire	Frais de développement	Autres écritures de consolidation	Total
Valeur nette au 31 décembre 2020	2 427	244	-2 723	-84	-136
<i>Impôts différés actifs</i>					65
<i>Impôts différés passifs</i>					-201
Variations Actif	-140	6		6	
Variations Passif			-334		
Ecart sur taux	2				
Valeur nette au 30 juin 2021	2 289	250	-3 057	-78	-596
<i>Impôts différés actifs</i>					67
<i>Impôts différés passifs</i>					-663

Le montant des actifs d'impôts sur déficits fiscaux (2.289 K€) se décompose comme suit au 30 juin 2021 :

- sur déficits fiscaux français : 2.222 K€ (2.362 K€ au 31 décembre 2020)
- sur déficits fiscaux américains : 67 K€ (65 K€ au 31 décembre 2020)

La filiale américaine génère des résultats opérationnels et fiscaux négatifs en 2021. Les impôts différés actifs n'ont pas été reconnus au 30 juin 2021 sur cette partie des déficits, dans l'attente de perspectives positives aux USA.

Les impôts différés reconnus sur les déficits antérieurs à 2018 (67 K€, incluant les écarts de taux) restent cependant inscrits en actifs non courants dans la situation financière annuelle, car leur imputation reste probable. Seule la décision de ne pas augmenter le solde disponible, et donc l'exposition globale, a été retenue depuis 2018 de façon conservatrice.

Concernant les sociétés françaises et compte tenu de l'intégration fiscale effective depuis le 1^{er} janvier 2012, les actifs et passifs d'impôts différés se décomposent de la manière suivante :

- au 30 juin 2021, la société StreamWIDE SA ne dispose plus de déficits propres pré intégration fiscale. Dans le cadre de l'intégration fiscale, le Groupe dispose de 8.154 K€ de reports déficitaires au 30 juin 2021, représentant 2.222 K€ d'actifs d'impôts différés.
- le montant net cumulé des frais de développement activés en consolidation et comptabilisés en charges dans les comptes sociaux s'établit à 11.064 K€, générant un montant d'impôts différés passifs de 3.057 K€ ;

- les *impôts différés actifs* issus des décalages temporaires s'élèvent à 250 K€ à la clôture du semestre, dont 6 K€ au titre du premier semestre 2021. Les autres retraitements divers de consolidation génèrent quant à eux 78 K€ d'*impôts différés passifs* au 30 juin 2021.

Au 30 juin 2021, la position fiscale différée des sociétés françaises est donc un impôt différé passif net de 663 K€, car les passifs d'impôts différés générés par l'activation des frais de développement sont, depuis l'exercice 2020, supérieurs aux actifs d'impôts différés issus des reports déficitaires restant à imputer au 30 juin 2021. Les règles antérieurement appliquées par le Groupe et les perspectives de résultat fiscal positif dans les prochaines années justifient l'activation de ces reports déficitaires.

8.5 Actifs courants

En K€	30-juin-21	31-déc-20	Variation
Créances clients	4 497	6 141	-1 644
Autres débiteurs	1 572	1 328	244
Autres actifs fiscaux	1 518	987	531
Total Net	7 587	8 456	-869

Créances clients

Le détail des créances clients est le suivant au 30 juin 2021 et 31 décembre 2020 :

En K€	31-déc-20	Augmentation	Diminution	30-juin-21
Créances clients brutes	6 536		1 634	4 902
<i>dont Factures A Etablir</i>	2 689	247		2 936
Pertes de valeur	-395	-10		-405
Créances clients nettes	6 141	-10	-	4 497

L'évolution du poste clients reflète un niveau d'encaissement satisfaisant au cours du premier semestre 2021, qui permet d'absorber d'autant la hausse des créances clients, avec, en contrepartie, une augmentation de la trésorerie brute au 30 juin 2021 par rapport à la clôture annuelle 2020.

De par l'activité du Groupe et la différence qui peut exister entre les jalons de facturations et les périodes auxquelles sont reconnus et se rapportent les revenus, des actifs sur contrats de revenus significatifs (montant global de 2.936 K€ au 30 juin 2021) peuvent être comptabilisés en clôture. Ce montant est constitué de factures identifiées et relatives à quelques clients seulement (cinq principaux à fin juin 2021).

Le détail des échéances des créances clients présenté ci-dessous démontre qu'il n'existe pas de risque significatif d'éventuelles pertes de valeur sur ces créances, puisque 96 % des créances sont non échues ou avec des échéances inférieures à 3 mois. Par ailleurs, les encaissements constatés au troisième trimestre 2021 (2.311 K€ sur la période juillet-septembre 2021) confirment cette absence de risque significatif et le suivi efficace réalisé au sein du Groupe.

Balance Agée au 30 juin 2021

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	4 488	3 875	439	174	-
<i>dont FAE</i>	2 936	2 936			
Créances douteuses brutes	414				414
Pertes de valeur	-405				-405
Créances clients nettes	4 497	3 875	439	174	9
		86%	10%	4%	0%

Balance Agée au 31 décembre 2020

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	6 131	5 405	464	262	-
<i>dont FAE</i>	2 689	2 689			
Créances douteuses brutes	405				405
Pertes de valeur	-395				-395
Créances clients nettes	6 141	5 405	464	262	10
		88%	8%	4%	0%

Au 30 juin 2021, les créances non échues correspondent à des actifs sur contrats de revenus pour un montant global de 2.936 K€ dont près de 70% sont représentés par 14 factures identifiées envers 6 clients seulement. Ces factures seront établies au second semestre 2021 conformément aux échelons de facturation convenus contractuellement.

Pour rappel, fin 2020, le solde des créances clients non échues comprenait un montant de 2.689 K€ d'actifs sur contrats de revenus, là encore composé à près de 65% par 13 factures significatives envers 6 clients, établies et réglées en 2021.

Au 30 juin 2021, les créances échues, dont l'échéance est supérieure à 12 mois (414 K€ TTC), correspondent à des clients et des factures parfaitement identifiés. Ces créances sont toutes provisionnées à 100%.

Les autres créances échues ne présentent pas de risque significatif de défaillance. Les principaux montants constitutifs de ces créances ont été recouverts dans leur totalité à la date d'arrêté des comptes semestriels 2021.

Autres débiteurs

Les "autres débiteurs" comprennent essentiellement des créances fiscales (comptes de TVA pour 953 K€), des charges constatées d'avance pour 292 K€ et des avances faites à certains fournisseurs dans le cadre de projets futurs (106 K€).

Actifs fiscaux

Les actifs fiscaux se composent essentiellement des Crédits d'Impôt Recherche non encore remboursés par l'Etat. Au 30 juin 2021, cette créance CIR est composée de celle au titre du premier semestre 2021 pour un montant de 542 K€ et de celle au titre de l'exercice 2020 toujours en attente de remboursement (955 K€).

Risque de crédit

Le risque de crédit du Groupe provient principalement des créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets des pertes de valeur éventuelles. De par l'activité du Groupe, les principaux clients sont connus, solvables et ne présentent pas de risque significatif de défaillance. Par ailleurs, des procédures mensuelles ont été établies afin de limiter le risque de non recouvrement et des relances systématiques sont établies à l'attention de clients parfaitement identifiés.

Décomposition du risque de crédit au 30 juin 2021

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Prêts et créances	Dérivés
Créances clients	4 497	4 497		4 497	
Autres débiteurs	1 572	1 572		1 572	
Autres actifs fiscaux	1 518	1 518		1 518	
Equivalent de trésorerie	152	152	152		
Trésorerie	12 654	12 654	12 654		
Total créances nettes	20 393	20 393	12 806	7 587	-

Décomposition du risque de crédit au 31 décembre 2020

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Prêts et créances	Dérivés
Créances clients	6 141	6 141		6 141	
Autres débiteurs	1 328	1 328		1 328	
Autres actifs fiscaux	987	987		987	
Equivalent de trésorerie	151	151	151		
Trésorerie	9 385	9 385	9 385		
Total créances nettes	17 992	17 992	9 536	8 456	-

Au cours du premier semestre 2021, les 3 clients les plus contributeurs aux revenus du Groupe ont généré un chiffre d'affaires cumulé de 4.856 K€, soit près de 62% du chiffre d'affaires semestriel du Groupe. Au 30 juin 2020, 54% du chiffre d'affaires semestriel avait été généré par les 3 clients les plus contributeurs (et 52% au titre de l'ensemble de l'année 2020).

8.6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	30-juin-21	31-déc-20	30-juin-20	Variation
Placements à terme	152	151	156	1
Comptes courants bancaires	12 654	9 385	4 845	3 269
Total	12 806	9 536	5 001	3 270

Les placements à terme sont composés de comptes à terme souscrits auprès de l'UIB tunisienne pour 152 K€ (500 KTND). Ce compte bénéficie d'une garantie de rendement et l'exposition du Groupe est très faible car ces placements sont totalement liquides.

Les comptes courants bancaires correspondent aux comptes de disponibilités du Groupe, dont un compte de trésorerie courant rémunérée auprès de HSBC pour 9.100 K€ (5.250 K€ au 31 décembre 2020).

Le niveau de trésorerie brute du Groupe (avant prise en compte des dettes financières) atteint 12.806 K€ au 30 juin 2021, en augmentation de 3.270 K€ par rapport à la clôture annuelle 2020.

Cette variation s'explique par :

- (i) *des flux nets opérationnels positifs* de 5.999 K€, suite notamment au résultat de période (1.856 K€), à une Capacité d'Auto Financement positive de 4.057 K€ et à la variation maîtrisée du BFR (variation de - 1.942 K€);
- (ii) *des flux nets d'investissements négatifs* à hauteur de -2.903 K€, suite notamment aux investissements effectués en recherche et développement (2.913 K€ au 30 juin 2021 contre 2.299 K€ au 30 juin 2020 et 4.500 K€ au 31 décembre 2020). Le remboursement des Crédits d'Impôt Recherche 2020 (955 K€) n'a pas encore été obtenu sur la période, ce qui limite d'autant le financement de ces investissements. Le remboursement anticipé de cette créance devrait être obtenu d'ici la fin de l'exercice 2021;
- (iii) *des flux nets de financement positifs* à hauteur de 174 K€, suite (i) à l'augmentation de capital issue des exercices de BSA intervenus sur la période (+ 1.898 K€), (ii) aux remboursements nets de l'emprunt obligataire envers le GIAC intervenus sur la période (203 K€), (iii) au reclassement lié à IFRS 16 "Contrats de location" à hauteur de 274 K€ (diminution des dettes locatives et intérêts financiers d'actualisation) et (iv) aux rachats de période d'actions auto détenues (-1.247 K€).

Risque sur actions et autres placements

La politique du Groupe est de rémunérer ses excédents de trésorerie avec une prise minimale de risque. Au 30 juin 2021, des comptes à terme à rendement garanti sont investis à hauteur de 152 K€, ainsi qu'un compte courant rémunéré à hauteur de 9.100 K€. La rémunération du compte courant est quasi nulle et il est probable que HSBC ne propose plus ce placement à court terme.

8.7 Capitaux propres

En K€	30-juin-21	31-déc-20	Variation
Capital social	305	292	13
Prime d'émission	9 816	7 931	1 885
Réserve légale	30	30	0
Résultats non distribués	9 714	7 866	1 848
Titres auto détenus	-1 412	-165	-1 247
Total	18 453	15 954	2 499

Le *capital social* de la société mère StreamWIDE SA a été augmenté de 135.599 actions d'une valeur nominale de 0,1 € chacune, soit une augmentation de capital d'un montant nominal de 13.559,90 € assortie d'une prime d'émission globale de 1.885 K€. Cette augmentation de capital fait suite à l'exercice de 2.033.985 BSA sur la période

La *prime d'émission* (9.816 K€) correspond principalement à l'excédent du prix d'émission sur la valeur nominale des actions attribuées aux bénéficiaires lors de l'introduction en bourse du Groupe en novembre 2007 (5.285 K€), lors de l'augmentation de capital réservée en octobre 2013 (3.199 K€) et lors de la souscription de 2.325.000 BSA managers en juin 2015 (16 K€). L'exercice partiel de ces dits BSA au second trimestre 2021 a quant à lui généré une prime d'émission globale de 1.885 K€ supplémentaire (135.599 * 13,9 €).

Les réserves consolidées correspondent aux résultats consolidés cumulés après prise en compte des dividendes distribués antérieurement. En ajoutant la réserve légale (30 K€) aux résultats non distribués (9.714 K€), le montant obtenu (9.744 K€) correspond bien aux montants indiqués dans le tableau de variation des capitaux propres, sous les rubriques "réserves et résultats consolidés" (9.785 K€), "gains et pertes directement en capitaux propres" (- 99 K€) et "autres variations" (58 K€).

Le montant en "titres auto détenus" correspond à la valorisation au cours de transaction des actions de la Société détenues dans le cadre de son programme de rachat d'actions.

Titres autodétenus

	31-déc-20	Acquisitions	Cessions	30-juin-21
En nombre d'actions	6 875	50 211	-12 932	44 154
En montants (€uro)	165 259	1 635 325	-388 609	1 411 975

Au 30 juin 2021, le contrat de liquidité, opéré par la société Louis Capital Market depuis novembre 2013, est investi à hauteur de 6.553 actions de la Société contre 6.827 actions au 31 décembre 2020, et présente un solde de liquidité de 116 K€ (confer note 8.3 - Autres actifs financiers) contre 114 K€ au 31 décembre 2020. A noter également que la Société dispose au 30 juin 2021 de 37.601 titres acquis dans le cadre de son programme de rachat d'actions (dont 37.553 acquis en juin 2021 au cours moyen unitaire de 31,45 €).

Au cours du premier semestre 2021, le nombre d'actions acquises dans le cadre du contrat de liquidité et du programme de rachat s'est élevé à 50.211 actions (au cours moyen de 32,57 €) et le nombre d'actions cédées à 12.932 (au cours moyen de 35,24 € pour un prix de revient moyen de 30,05 €). La plus-value ainsi réalisée (67 K€) est inscrite en réserves consolidées.

8.8 Passifs financiers courants et non courants

Passifs financiers non courants (en K€)	30-juin-21	31-déc-20	Variations
Emprunts bancaires et obligataires	2 601	2 804	-203
Total	2 601	2 804	-203
Passifs financiers courants (en K€)	30-juin-21	31-déc-20	Variations
Emprunts bancaires et obligataires	389	363	26
Total	389	363	26

Le 31 juillet 2013, le Groupe a émis un emprunt obligataire entièrement souscrit par le GIAC d'un montant de 1.800 K€, sur une durée de 9 ans (avec différé de remboursement pendant 4 ans) au taux fixe annuel de Euribor 3 mois + 3,05%. Les frais d'émission ont été imputés sur la valeur initiale de l'emprunt.

Au 30 juin 2021, le solde de l'emprunt obligataire est de 439 K€ après imputation des frais d'émission. Son remboursement trimestriel de 90 K€ est effectif depuis octobre 2017 et prendra fin en juillet 2022.

En juillet 2020, le Groupe a obtenu un Prêt Garanti par l'Etat (PGE) d'un montant global de 2.522 K€. Ce prêt est classé en passifs financiers non courant car le Groupe a opté pour un amortissement sur 5 ans avec une année de différé de remboursement.

La dette financière obligataire est assortie de ratios financiers, calculés en fonction des données consolidées annuelles du Groupe et qui se résument comme suit (confer note 9.2 - Engagements hors bilan) :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes non courantes (moyen – long terme) < 60% des fonds propres
- dettes non courantes (moyen – long terme) < 2 x la capacité d'autofinancement avant impôts société

Au 30 juin 2021, même s'il n'y a aucune obligation contractuelle, tous les ratios sont respectés.

Risque de taux

Le PGE supporte un taux fixe de 0,29% annuel assorti d'une garantie allant de 0,25% la première année à 1% les 3 dernières années de remboursement.

La dette financière du Groupe supporte un taux variable (taux annuel d'Euribor 3 mois + 3,05%).

Au premier semestre 2021, le taux Euribor 3 mois moyen ressort à -0,54% (moyenne des premiers taux Euribor 3 mois par mois). Les variations constatées ne sont pas importantes (plus bas -0,546% et plus haut -0,533%) et ne génèrent donc pas de risque de taux significatif pour le Groupe. Cependant, une variation de 1% du taux variable appliqué à l'emprunt obligataire générerait un impact de 4,6 K€ par an supplémentaire en charges financières.

8.9 Provisions

Provisions Non Courantes (en K€)	30-juin-21	31-déc-20	Variations
Avantages du personnel	409	387	22
Total Provisions	409	387	22
Provisions Courantes (en K€)	30-juin-21	31-déc-20	Variations
Litiges	1	7	-6
Total Provisions	1	7	-6

Les variations des provisions constatées au cours des périodes présentées se détaillent comme suit, par nature de provisions :

En K€	PIDR	Litiges
Au 31 décembre 2020	387	7
Dotations	22	
Utilisations		
Reprises sans objet		-6
Au 30 juin 2021	409	1

Les échéances et les montants provisionnés sont appréhendés en fonction du degré d'avancement des procédures et des risques estimés.

Les avantages du personnel concernent exclusivement les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite des salariés.

Avantages du personnel

Les principaux régimes post emploi concernent les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite du salarié.

Les droits au titre de ce régime sont définis par la Convention Collective Nationale des Bureaux d'Etudes Techniques, Cabinets d'Ingénieurs-Conseils, Sociétés de Conseil (Syntec). Les principales hypothèses actuarielles retenues par le Groupe pour évaluer la valeur totale des engagements sont les suivantes :

	30-juin-21	31-déc-20
Taux d'actualisation	0,75%	0,42%
Taux de turn over moyen	8,80%	8,80%
Taux de revalorisation des salaires	3,00%	3,00%

A noter qu'au 30 juin 2021, les taux de turn over moyens utilisés restent très faibles (10,9% et 6,3% pour respectivement des âges de 30 et 40 ans, correspondant à la majorité des tranches d'âge moyen de l'effectif actuel du Groupe) mais correspondent cependant aux hypothèses hautes à retenir dans le calcul actuariel de l'engagement.

Les autres hypothèses retenues concernent le type de départ en retraite (à l'initiative du salarié), l'âge de départ à la retraite (67 ans), le taux de charges sociales patronales (45%) et la table de mortalité (INSEE 2021).

La variation de la provision pour indemnités de fin de carrière à verser est la suivante au premier semestre 2021 :

En K€	PIDR
Au 31 décembre 2020	387
Coûts des services rendus	18
Coût de l'actualisation	1
Gains et pertes actuariels	4
Au 30 juin 2021	409

La variation de l'engagement au cours du premier semestre 2021 s'élève donc à 23 K€. Cet impact est comptabilisé dans le résultat opérationnel du Groupe au sein des charges de personnel.

Le coût de l'actualisation est conservé en résultat opérationnel (et n'est donc pas isolé dans les charges / produits financiers) car il est considéré comme non significatif. Les gains et pertes actuariels sont également comptabilisés directement en résultat.

Autres avantages du personnel

Aucun autre avantage du personnel n'existe au sein du Groupe au 30 juin 2021.

8.10 Autres passifs courants et non courants

en K€	30-juin-21	31-déc-20	Variations
Passifs locatifs non courants	758	952	-194
Passifs locatifs courants	448	502	-54
Produits fiscaux différés non courants	1 560	1 476	84
Produits fiscaux différés courants	780	738	42
Passifs d'impôts différés	663	201	462
Fournisseurs et autres créditeurs	869	898	-29
Dettes sociales	1 040	868	172
Dettes fiscales	1 716	1 766	-50
Produits constatés d'avance	4 575	4 119	456
Total autres passifs	12 409	11 520	889

La juste valeur des dettes fournisseurs et autres créditeurs est équivalente à leur valeur comptable compte tenu des échéances à court terme de ces dettes.

Par ailleurs, la valeur des montants versés et encaissés en contrepartie des produits différés et constatés d'avance correspond aux valeurs des passifs constatés.

Depuis le 1^{er} janvier 2019, l'application de IFRS 16 "Contrats de location" implique de reconnaître un passif locatif en contrepartie du droit d'usage activé. Au 30 juin 2021, ce passif locatif est classé en dette non courante (échéance supérieure à 12 mois) et courante (échéance inférieure à 12 mois). Les montants sont respectivement de 758 K€ et 448 K€, pour un passif locatif total de 1.206K€.

Les produits fiscaux différés correspondent aux Crédits d'Impôt Recherche considérés par le Groupe comme des produits différés, repris en résultat au même rythme que les amortissements des frais de développement activés.

La règle d'amortissement retenue par le Groupe depuis 2017 est un amortissement linéaire sur 3 ou 5 ans des différents logiciels, dès leur mise en service. Les produits différés fiscaux courants correspondent donc à 1/3 du montant global des Crédits d'Impôt Recherche (avec une reprise en résultat à horizon des 12 prochains mois), et les non courants à 2/3 (avec une reprise en résultat à horizon des 12/36 prochains mois).

Au 31 décembre 2020, le solde de 2.214 K€ se détaillait comme suit :

- au titre de l'exercice 2018 : 375 K€
- au titre de l'exercice 2019 : 884 K€
- au titre de l'exercice 2020 : 955 K€

Suite aux amortissements constatés au premier semestre 2021, une reprise de CIR à hauteur de 412 K€ a été enregistrée (confer note 7.5 - Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles). Cette reprise vient donc solder le CIR au titre de 2018 et diminue le solde au titre de 2019 de 41 K€.

Le montant global et cumulé des Crédits d'Impôt Recherche différés au 30 juin 2021 est de 2.340 K€ et correspond donc aux Crédits d'Impôt Recherche suivants :

- au titre de l'exercice 2019 : 843 K€
- au titre de l'exercice 2020 : 955 K€
- au titre du premier semestre 2021 : 542 K€

A noter que les crédits d'impôt au titre de 2018 ont été entièrement imputés ainsi qu'une partie de ceux de 2019, dans la mesure où les amortissements s'effectuent majoritairement sur des périodes de 3 à 5 ans.

Les passifs d'impôts différés, considérés comme non courants, sont de 663 K€ au 30 juin 2021 contre 201 K€ au 31 décembre 2020. Ils proviennent du retraitement lié à l'activation des frais de développement. L'impact net cumulé de ce retraitement est, depuis l'exercice 2020, supérieur aux reports fiscaux déficitaires (11,1 M€ contre 8,2 M€ de reports fiscaux à fin juin 2021, soit un montant net de 2,9 M€), ce qui implique donc une position nette passive d'impôts différés pour les sociétés françaises du Groupe (2,9 M€ * 25%, soit 0,7 M€), représentant dans le cadre de l'intégration fiscale, une seule et même entité fiscale

Les fournisseurs et autres créditeurs restent stables au 30 juin 2021 par rapport au 31 décembre 2020, suite au cours normale de l'activité, et sans appeler de commentaire particulier.

Les dettes sociales concernent principalement les cotisations envers les différents organismes sociaux, dues au titre du second trimestre 2021, et ont été réglées en juillet 2021. Leur évolution est cohérente avec celle des effectifs du Groupe sur la période concernée.

Les dettes fiscales se composent essentiellement des comptes de TVA collectée. Par ailleurs, la composition, à la clôture semestriel 2021, des créances clients (notamment des actifs sur contrats de revenus), explique le solde important constaté au 30 juin 2021 et sa variation.

Les produits constatés d'avance (passifs sur contrats de revenus) proviennent essentiellement du cycle opérationnel du Groupe. Les décalages existants entre les jalons de facturation de certains contrats et les prestations sous-jacentes, ainsi qu'entre les commandes et les facturations de certaines maintenances annuelles impliquent des écritures de régularisation en clôture de période et/ou d'exercice. L'évolution constatée au 30 juin 2021 provient (i) de factures établies en fin de période envers un client significatif (client identique depuis fin 2018 mais avec des montants différents, ce qui explique la variation constatée au 30 juin 2021) et (ii) d'une facture établie dans le cadre d'un projet de massification du nombre d'utilisateur sur une plateforme à installer.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'analyse comme le risque que le Groupe encourt s'il n'est pas en mesure d'honorer ses dettes à leur date d'échéance. Afin de gérer ce risque de trésorerie, le Groupe a mis en place un suivi mensuel de sa trésorerie et une gestion prévisionnelle de ses besoins de financement, afin de contrôler son entière capacité à honorer ses passifs exigibles.

L'exposition maximale au risque de liquidité aux 30 juin 2021 et 31 décembre 2020 est la suivante :

Décomposition du risque de liquidité au 30 juin 2021

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Dettes financières CT/LT	2 990	2 990		2 990	
Dettes locatives	1 206	1 206		1 206	
Fournisseurs et autres créditeurs	869	869		869	
Dettes fiscales et sociales	2 756	2 756		2 756	
Produits différés CT/MT	7 578	7 578		7 578	
Total	15 399	15 399	-	15 399	-

Décomposition du risque de liquidité au 31 décembre 2020

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Dettes financières CT/LT	3 167	3 167		3 167	
Dettes locatives	1 454	1 454		1 454	
Fournisseurs et autres créditeurs	898	898		898	
Dettes fiscales et sociales	2 634	2 634		2 634	
Produits différés CT/MT	6 534	6 534		6 534	
Total	14 687	14 687	-	14 687	-

A noter que seules les dettes d'exploitation (fournisseurs et autres créditeurs) et les dettes fiscales et sociales donnent lieu à des décaissements de trésorerie réels et certains. Les produits différés CT/MT (part du Crédit d'Impôt Recherche différée en résultat en parallèle de l'amortissement constaté sur les frais de développement et passifs sur contrats de revenus) ainsi que les dettes locatives ne peuvent raisonnablement donner lieu à de quelconques décaissements non appréhendés dans le temps.

Concernant les dettes financières (emprunt obligataire souscrit par le GIAC), le remboursement est de 90 K€ par trimestre à compter du quatrième trimestre 2017 et jusqu'au troisième trimestre 2022 inclus (confer note 8.8 – Passifs financiers courants et non courants).

Au 30 juin 2021, le Groupe dispose d'une solide situation de trésorerie lui permettant de couvrir le cycle de financement de l'activité.

9. Autres informations

9.1 Informations sectorielles

Le Groupe, spécialisé dans l'édition de logiciels, n'opère ses activités que dans un seul secteur : il conçoit, produit, commercialise et assure la maintenance d'un ensemble de logiciels de services à valeur ajoutées (à destination des opérateurs de télécommunications fixes et mobiles du monde entier) et de logiciels de communications critiques à destination des administrations et entreprises (**team on mission** et **team on the run**). Les règles et la nature des revenus étant identiques, le Groupe continue donc à ne présenter qu'un seul secteur d'activité. Différentes solutions applicatives et différents modes de commercialisation (SaaS et "on premise") pourraient cependant coexister à terme, éléments qui justifieraient alors une présentation sectorielle détaillée s'il en était nécessaire.

En conséquence, en 2021, le Groupe ne distingue pas, dans son reporting financier et dans son mode d'organisation interne, de secteurs d'activité. Les prestations de services et la maintenance ne pouvant être séparés et analysés en dehors de la vente de logiciels, elles font partie intégrante du secteur unique dans lequel le Groupe intervient et réalise ses ventes.

Le Groupe distingue cependant plusieurs zones géographiques, eu égard à son organisation interne (notamment au niveau du service commercial) et à son analyse des différents marchés locaux qu'il adresse. Outre une distinction France / Export que le Groupe utilise dans sa communication relative au chiffre d'affaires, différentes zones géographiques, plus fines et plus précises, peuvent être retenues au niveau du chiffre d'affaires. Les données relatives aux premiers semestres 2021 et 2020, ainsi qu'à l'exercice 2020, sont présentées ci-dessous.

(en K€)	30-juin-21	30-juin-20	31-déc-20	Variations
CA France	6 090	4 874	10 177	1 216
CA Export	1 767	1 686	3 780	81
dont Europe	750	866	1 912	-116
dont Amériques	746	606	1 057	140
dont Afrique	174	38	537	136
dont Moyen Orient	50	148	208	-98
dont Russie	-	-	-	-
dont Asie - Pacifique	47	28	66	19
TOTAL CA	7 857	6 560	13 957	1 297

La répartition géographique des revenus est de 77/23 (France / Export) au titre du premier semestre 2020 contre 73/27 en 2020. Le poids relatif des revenus "France" progresse en 2021, suite notamment aux revenus générés par le projet PCSTORM, par le partenariat technologique avec Airbus SLC et par le marché interministériel MSI. Les succès commerciaux à venir devraient se concrétiser d'abord au niveau du marché national du Groupe.

Le chiffre d'affaires "France" progresse de 1.216 K€ suite aux revenus liés au déploiement du projet PCSTORM et au partenariat technologique signé fin 2018 avec Airbus SLC.

Le chiffre d'affaires "Export" augmente légèrement pendant la période (81 K€) :

- (i) Diminution des revenus "Europe" (-116 K€) : l'évolution s'explique essentiellement par des ventes de licences non récurrentes envers un client européen, compensées partiellement par de nouvelles extensions de plateformes en production.

- (ii) Augmentation des revenus "Amériques" (+140 K€) : la progression s'explique essentiellement par de nouvelles licences "legacy" suite à un projet remporté fin 2020, compensées par une diminution de certaines prestations de services importantes en 2020 (et par nature non récurrentes en 2021) ;
- (iii) "Autres zones" (+57 K€) : une extension de plateforme installée en Afrique et la vente de licences additionnelles expliquent la variation constatée.

Concernant les actifs, passifs, amortissements, investissements et résultats opérationnels par secteurs géographiques, ces derniers ne sont pas présentés dans la présente note car cette information n'est pas pertinente pour la compréhension de l'activité du Groupe.

Depuis 2019, le Groupe distingue également les revenus issus de son activité historique "legacy" et ceux issus de son activité "plateformes", relative aux nouvelles solutions de communications critiques **team on mission** et **team on the run**. Ils se détaillent comme suit au 30 juin 2021 :

(en K€)	30-juin-21	30-juin-20	31-déc-20	Variations
CA "Plateformes"	5 396	4 002	8 300	1 394
CA "Legacy"	2 461	2 558	5 657	-97
TOTAL CA	7 857	6 560	13 957	1 297

Depuis 2018, la croissance des revenus du Groupe provient très majoritairement des nouvelles solutions de communications critiques et sécurisées, développées par le Groupe depuis quelques années. L'exercice 2020 et le premier semestre 2021 confirment encore cette tendance et valident la stratégie du Groupe et son repositionnement vers des marchés porteurs et à fort potentiel.

9.2 Engagements hors bilan

Au 30 juin 2021, le Groupe n'a reçu aucun engagement hors bilan.

Au cours du second semestre 2013, le Groupe a émis un emprunt obligataire de 1.800 K€, d'une durée de 9 ans au taux variable Euribor 3 mois + 3,05% (confer note 8.8 - Passifs financiers courants et non courants), entièrement souscrit par le GIAC au travers du FCT GIAC OLT.

Un nantissement du fonds de commerce a été émis au profit du GIAC en garantie de ces emprunts, jusqu'au 31 juillet 2022. L'emprunt est également assorti de clauses et ratios financiers à respecter (covenants), calculés sur les données consolidées annuelles du Groupe :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes moyen – long terme < 60% des fonds propres
- dettes moyen – long terme < 2 * capacité d'autofinancement avant impôts société

Au 30 juin 2021, même s'il n'existe pas d'obligation contractuelle, ces ratios sont tous respectés.

Par ailleurs, des conditions de détention du capital et des droits de vote accompagnent également ces ratios financiers :

- détention de 34% minimum du capital social ou des droits de vote par, conjointement, Messieurs Pascal Beglin (Pdg) et Lilian Gaichies (Dgd).

Cette condition est également respectée au 30 juin 2021 (détention cumulée de 62,5% du capital social et de 74,3% des droits de vote).

Enfin, deux cautions bancaires ont été émises en faveur d'un client étranger du Groupe (zone Afrique), dans le cadre de garantie de bonne fin et de paiement. Ces garanties sont limitées dans leur montant et leur durée de validité. Au 30 juin 2021, le montant global d'engagement est de 36,1 K€ sans changement par rapport au 31 décembre 2020.

9.3 Transactions entre parties liées

Les relations entre la société mère StreamWIDE SA et ses différentes filiales sont des relations classiques entre une société mère et des filiales opérationnelles. Aussi, certains services communs au Groupe (notamment travaux de recherche et développement) et effectués par les filiales sont refacturés à la société mère, qui centralise l'ensemble des coûts de développement des différents projets.

En contrepartie, la société mère refacture différents services aux filiales, (management fees et sous locations immobilières à la société StreamWIDE France), et des royalties aux filiales à visée commerciale (StreamWIDE France et StreamWIDE Inc.). Ces refacturations sont effectuées aux conditions de marché et sont éliminées en consolidation.

Aucune autre relation ou opération significative avec des parties liées au Groupe n'a été recensée au cours des périodes concernées.

La rémunération des dirigeants, uniquement mandataires sociaux, est indiquée dans la note ci-dessous.

9.4 Rémunération des dirigeants

La rémunération brute versée aux dirigeants mandataires sociaux, s'élève à 187.460 € bruts au titre du premier semestre 2021, contre 190.508 € au premier semestre 2020. Cette rémunération a été versée à hauteur de 126.889 € bruts par StreamWIDE SA et à hauteur de 60.571 € bruts par la filiale américaine StreamWIDE INC.

Au titre de l'exercice 2020, la rémunération brute des dirigeants mandataires sociaux s'élevait à 367.440 € bruts (rémunération totale incluant les versements de la société française pour 239.423 €, et de la société américaine pour 128.017 €).

Aucun autre engagement n'a été contracté au profit des mandataires sociaux.

9.5 Événements importants survenus depuis la date de clôture

Aucun évènement post clôture significatif n'a été identifié entre la date de clôture et la date d'examen des comptes consolidés semestriels clos au 30 juin 2021.